

MONDIAL > LE SÉNÉGAL CONTINUE DE SURPRENDRE page S5

La Presse

cyberpresse.ca

Dany Chénier et Dominique Rondeau

Angèle Dubeau

Bilinguisme, no problem?

Cahier Actuel, page B1

Émission d'enfer

Cahier Arts+Spectacles, page C1



MONTRÉAL | LUNDI 17 JUIN 2002 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 118^e ANNÉE > NO 234 > 64 PAGES > 6 CAHIERS | 65 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢

Chirac a les mains libres

La gauche évite la débâcle aux législatives françaises



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE
collaboration spéciale
LA PRESSE À PARIS

LE PRÉSIDENT Jacques Chirac, réélu le 5 mai dernier dans des circonstances particulières qui ne lui donnaient pas de réelle légitimité politique, a enfin obtenu hier soir une vraie majorité de gouvernement. Tel qu'on pouvait le prévoir depuis le premier tour du 9 juin, la droite parlementaire, regroupée d'autorité sous l'étiquette Union pour la majorité présidentielle (UMP), a remporté pas loin de 400 des 577 sièges de l'Assemblée nationale.

Vue la configuration du premier tour de dimanche dernier, la gauche pouvait craindre une débâcle historique, du genre de celle de 1993, où il restait environ 65 députés socialistes. Ajoutée à cela une nouvelle poussée d'abstentionnisme, qui frôle le record absolu des 39 %, la gauche redoutait vers la fin de la journée, avant la fermeture des bureaux de vote, une accentuation de la tendance du 9 juin.

Voir CHIRAC en A2

cyberpresse.ca Pour tout comprendre des élections françaises, rendez-vous à: www.cyberpresse.ca/france

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Actuel	cahier B	La Presse Affaires	cahier D
Arts et Spectacles			A7, A8
	cahier C	Le monde	A2, A8
- horaire spectacles	C4	Loteries	A2, A8
- horaire télévision	C2	Mots croisés	D11, S10
- cinéma maison	C3	Mot mystère	D11
Bandes dessinées	D11	Petites annonces	
Bridge	E6	- immobilier	E4
Décès	E7	- marchandises	E5
Éditorial	A10	- emplois	E5
Étes-vous observateur	E4	- automobile	E5-E7
Feuilleton	D11	- affaires	D4
Forum	A9, A11	Quoi faire	C7
Horoscope	E6	Têtes d'affiche	C6

MÉTÉO Voir page S16

Nuageux avec averses
Maximum 17, minimum 10



6 21924 98765 1

UN AUTRE TITRE POUR TIGER



Photo AFP

Vainqueur haut la main de l'Omnium des États-Unis, Tiger Woods est à mi-chemin de la conquête du Grand Chelem et à des années-lumière devant quiconque tente de le freiner. Chauffé brièvement par deux de ses plus grands rivaux, Woods est devenu le premier joueur depuis Jack Nicklaus en 1972 à décrocher les honneurs des deux premiers championnats majeurs de l'année grâce à une victoire par trois coups, hier, sur le parcours Bethpage Black. Woods a donc gagné un huitième titre majeur, dont sept des 11 derniers disputés, du jamais vu ! Prochain arrêt au cours de cette magnifique randonnée : l'Omnium britannique le mois prochain à Muirfield. À lire en pages S2 et S3 du cahier Sports.

Grandes manoeuvres en perspective chez BCE

ALLAN SWIFT
Presse Canadienne

LE CONSEIL d'administration de BCE se réunit cette semaine afin de prendre des décisions susceptibles de mener à des changements importants au sein de la plus grande société des télécommunications au Canada.

Des gestionnaires de fonds aux petits actionnaires à la retraite, tous les détenteurs d'actions de la compagnie s'interrogent sur l'orientation que prendra BCE sous l'im-

pulsion du chef de la direction, Michael Sabia, et du président du conseil, Richard Currie, qui ont remplacé Jean Monty à ces positions, il y a moins de deux mois.

Après ses désastreuses incursions chez Télélobe et les ennuis qu'a connus sa division du commerce électronique BCE Emergis, BCE se voit dans l'obligation de prendre des mesures pour étoffer son bénéfice sur un marché hautement concurrentiel et améliorer la valeur de son action.

La part de 20 % détenue dans

Bell Canada par la firme texane SBC Communications figurera en tête de liste de l'ordre du jour de la rencontre.

M. Sabia, qui ne siège pas au conseil, a affirmé à l'assemblée annuelle du 29 mai, et de nouveau devant des analystes new-yorkais, la semaine dernière, qu'il n'était pas opposé à ce que SBC exerce son option de revente de ses parts, acquise, il y a trois ans, pour 5,1 milliards de dollars.

Voir BCE en A2

ÉLECTIONS PARTIELLES

Un test crucial pour les trois partis

ANDRÉ DUCHESNE

D'embarrassantes histoires de lobbyisme, quatre démissions de ministres, un remaniement teinté par son obésité, une opposition réclamant des élections générales, un tiers parti qui grimpe dans les sondages, un parti au pouvoir qui tente de soigner sa gauche et deux élections partielles dans sept circonscriptions dont celle d'aujourd'hui.

Ouf ! Les cinq derniers mois auront été étourdissants sur la colline parlementaire à Québec. Vivement les vacances ! Mais avant cela, revenons aux partielles qui ont lieu aujourd'hui dans les circonscriptions de Berthier, Joliette, Lac-Saint-Jean et Vimont, détenues jusqu'au tournant de l'année par le Parti québécois.

Doit-on rappeler que le scrutin d'aujourd'hui est crucial pour les trois principales formations politiques ? Rarement a-t-on vu partielles suscitant autant d'attention.

« Dans tous les cas, les attentes sont élevées, expose Réjean Pelletier, professeur de sciences politiques à l'Université Laval.

Voir TEST en A2

cyberpresse.ca Pour connaître en direct les résultats des élections partielles, tapez: www.cyberpresse.ca/partielles

L'Express de Lahore

Arrivé à Lahore lundi dernier, notre envoyé spécial poursuit aujourd'hui son reportage. Il nous explique entre autres que le grand public semble tout ignorer de la menace de guerre nucléaire qui plane entre l'Inde et le Pakistan.



JOONFED KHAN
envoyé spécial
AU PAKISTAN

LAHORE — « S'il n'y avait pas de guerre, ce serait mieux », répète Gul Mohammad, un illettré dans la quarantaine, Pathan né près de la frontière afghane, père de cinq enfants et chauffeur à Lahore d'un autoricks-

haw, ce véhicule public à trois roues, bruyant mais bon marché, monté sur une motocyclette.

« La guerre nucléaire ? C'est quoi ça ? C'est la première fois que j'en entends parler », avoue-t-il avec une gêne visible malgré la grande barbe noire qui cache son visage doux.

« L'utilisation de l'arme nucléaire tue des millions de gens, immédiatement et dans le temps, et elle empoisonne tout, l'air, l'eau, la terre. C'est comme j'ai dit, s'il n'y avait pas de guerre, ce serait mieux », répond-il à voix basse. Même ses enfants, dont les plus grands vont à l'école, n'en ont jamais parlé à la maison.

En fait, alors que le patron de presse Majid Nizami affirme que « l'état de préparation à la guerre est total des deux côtés », le grand

public à Lahore, et probablement dans tout le Pakistan comme dans toute l'Inde, a été tenu dans l'ignorance la plus complète par leurs castes régnautes et leurs décideurs.

« Il n'y a rien eu ici pour informer et mobiliser le public, pour l'habituer à des exercices d'urgence, pour lui donner des consignes de sécurité, pour le préparer à une telle catastrophe », affirme Nauman Malik, propriétaire d'un petit magasin d'ordinateurs et de logiciels piratés dans un centre commercial.

Lahore, ancienne rivale de Delhi au temps des Mogols et capitale culturelle du Pakistan, a un Food Street, comparable au mail piétonnier de la rue Prince-Arthur bordé de restaurants et meublé de tables et de chaises en plein air l'été.

Voir LAHORE en A4



ISABELLE HACHEY

LA CRISE DU LOGEMENT

LUN | 3 | Londres

Londres connaît aussi une crise majeure du logement, provoquée par les prix exorbitants du marché de l'immobilier (hausse de 90 % en six ans) et des loyers (2500 \$ par mois, en moyenne pour un modeste trois pièces). Pas moins de 190 000 familles sont en attente d'un logement social. D'où le recours à des solutions extrêmes comme la maison préfabriquée, le microflat de 32 m² ou la propriété partagée. La troisième tranche de notre dossier en page A6.

1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



ADQ, PLQ ou PQ ?

Aujourd'hui, les électeurs des circonscriptions de Vimont, Berthier, Joliette et Lac-Saint-Jean vont aux urnes pour choisir leur nouveau député provincial. Demain, dans *La Presse*, lisez tous les résultats, commentaires et analyses de ces quatre élections complémentaires qui pourraient ébranler l'échiquier politique québécois.

À lire demain dans le cahier A

2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE



> Partielles: les résultats ce soir en direct cyberpresse.ca/partielles

> Tout savoir sur les festivals d'été cyberpresse.ca/festivals

> Vous cherchez une destination vacances cyberpresse.ca/voyage

3 > À VENIR CETTE SEMAINE



MARC CASSIVI

> Le Mondial

Notre envoyé spécial est au Japon pour le sprint final de cet événement sportif d'envergure planétaire.



SOPHIE GIROUARD

> Oh ! ma Darling

Quartier Éphémère ouvre son complexe culturel dans la vieille fonderie Darling. Demain dans Actuel.



JOONED KHAN

> Inde-Pakistan

Pour mieux comprendre le conflit entre ces deux pays, lisez les textes de notre envoyé spécial.

LOTÉRIES

LA QUOTIDIENNE

> À trois chiffres : 5-1-1

> À quatre chiffres : 2-5-6-2

POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (OC) H2Y 1K9



	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
RÉDACTION		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 15 à minuit Sam: 10h à minuit Dim: 10h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum	(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
CYBERPRESSE	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
ABONNEMENT	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h 30 à 17 h 30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
PETITES ANNONCES	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 00 à 17 h 30
PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
PUBLICITÉ				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h 30 à 21 h Vendredi: 8 h 30 à 20 h 30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

SUITES DE LA UNE

TEST

Suite de la page A1

Les libéraux ne veulent pas arriver troisièmes dans les régions, car ils se disent le parti des régions. Les péquistes doivent au moins arriver bon deuxième dans Berthier et Joliette, ce qui leur ferait conclure qu'ils ont atteint le fond du baril et commencent à remonter. Quant à l'ADQ, si le parti ne remporte pas deux comtés, ce sera comme une demi-défaite.

Il est vrai que le PQ mise gros en envoyant son ministre délégué à la Santé, David Levine, dans la circonscription libérée par le départ de Gilles Baril. À l'ADQ, Mario Dumont a le devoir de bien faire, question de conserver la popularité que lui accordent les sondages. Le numéro 2 du parti, Marie Grégoire, fera donc une chaude lutte à M. Levine dans Berthier. Les libéraux ?

Ils ont la tâche ardue de démontrer qu'ils constituent encore l'alternative au gouvernement péquiste sans pour autant se faire déborder sur leur droite.

Décidément, les défaites laisseront des stigmates. Hier, alors que s'égrenaient les dernières heures de la campagne, les trois chefs ont sillonné les circonscriptions: Bernard Landry dans Berthier, Jean Charest dans Joliette et Mario Dumont dans Vimont.

Le premier ministre et leader du Parti québécois a de nouveau réservé ses plus féroces coups de griffes à l'endroit de M. Dumont, associant les idées de l'Action démocratique à « ce qu'il y a de plus rétrograde dans la droite américaine ». Il a mis les électeurs en

garde contre la popularité soudaine des adéquistes. « Être dans le vent, c'est avoir le destin des feuilles à l'automne. Ce n'est pas être dans le vent qu'il faut, c'est être solide et raccrocher à des convictions, des racines. »

Mario Dumont a répliqué en ironisant sur la dernière session parlementaire. « On termine une session assez vide en contenu. Les deux seuls projets de loi, et c'est farfelu, qui ont été adoptés, concernent le lobbying et l'assurance-médicaments, deux problèmes que le gouvernement péquiste a lui-même créés », a-t-il lancé.

Quant à Jean Charest, l'essentiel de son propos a été de réclamer la tenue d'élections générales comme il le répète depuis plusieurs mois. « Nous croyons, et ça fait long-

temps qu'on le croit, que nous devrions être en élections générales. D'autant plus que cela va nous coûter 500 000 dollars par élection partielle et que normalement, nous devrions être en élections générales. »

Professeur de sciences politiques à l'Université d'Ottawa, François-Pierre Gingras est fasciné par le traitement médiatique des élections d'aujourd'hui. « Lors de partielles, les électeurs ont l'occasion d'exprimer leur insatisfaction à l'égard de certains enjeux locaux. Ils votent davantage en ce sens que sur le long terme. Or, dans le cas présent, dit-il, un de ces mécontentements est le fait de voir trois ministres (Guy Chevrette, Jacques Brassard et David Cliche) se faire montrer la porte. »

Il dit avoir davantage hâte de voir la manière dont seront analysés les résultats que les résultats eux-mêmes, car de ces analyses découlent bien souvent un « processus de création de l'opinion publique ».

Outre les candidats des trois principaux partis, seulement deux candidats indépendants se présentent à ces élections: Mathieu Lessard dans Joliette et Régent Millette dans Vimont. Dans Berthier, Joliette et Lac-Saint-Jean, le PQ l'avait emporté avec une majorité absolue des voix aux élections générales du 30 novembre 1998. Au moment de mettre fin à la session parlementaire, le PQ comptait 68 députés contre 51 pour les libéraux et 2 pour l'ADQ.

CHIRAC

Suite de la page A1

Dans les circonstances, les dirigeants de la gauche affichaient hier soir une mine presque réjouie, car les dégâts ont été limités. Avec près de 180 députés (contre 85 en 1993), l'opposition de gauche peut faire bonne figure à l'Assemblée. Le Parti socialiste, tout particulièrement, peut s'estimer soulagé d'avoir sauvé environ 160 sièges (sur 275 sortants) et fait élire toutes ses vedettes, à l'exception notable de Martine Aubry et de l'ancien ministre Pierre Moscovici, battus de justesse dans leur circonscription respective. Confronté à une réélection difficile à Tulle, l'actuel chef (intérimaire) du PS, François Hollande, est passé avec une majorité assez confortable, ce qui devrait retarder quelque peu le déclenchement de la guerre de succession chez les socialistes entre Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn, Martine Aubry se trouvant de fait sur une voie de garage.

Au travers de cette défaite honorable de la gauche, le Parti communiste, lui, fait figure de vrai miraculé. En tout cas si l'on en croit les projections de tous les instituts de sondage deux heures après la fermeture des derniers bureaux de vote. Alors que le Parti communiste était tombé il y a huit jours à

un peu moins de 5 % des voix, il conserve un mince espoir de dépasser le chiffre fatidique des 20 députés, qui permet de former un groupe parlementaire officiel au Parlement. Le président du parti, Robert Hue, déjà en difficulté au premier tour en région parisienne, a finalement été battu de justesse. Il faut dire qu'il restait encore au PCF quelques lambeaux de ses anciens fiefs électoraux, ce qui lui a permis d'obtenir un nouveau sur-sis.

En comparaison, les Verts, qui avaient fait à peine moins de voix que les communistes, sont victimes du scrutin majoritaire et d'un éparpillement des voix. Ils avaient eu sept députés en 1997, grâce au soutien du PS. Dans les mêmes conditions, le parti écologiste ne réussit à sauver que trois députés, dont deux nouveaux venus à Paris et Noël Mamère, qui était son candidat à l'élection présidentielle, mais qui était aussi l'un des rares à avoir une implantation locale autour de sa mairie de Bègles, dans la région de Bordeaux. La dirigeante « historique » des Verts, Dominique Voynet, est battue à Dole, dans le Jura.

Quant au Pôle républicain du dissident socialiste Jean-Pierre Chevènement (plus de 5 % des

voix à la présidentielle), il s'est écrasé lamentablement le 9 juin avec 1 % des voix. Son leader Chevènement a été battu dans son fief de Belfort et il perd tous ses députés sortants. Au passage, le député voisin de Chevènement à Belfort, Raymond Forni, ex-président de l'Assemblée nationale, est battu lui aussi, mais sous l'étiquette PS.

À droite, il s'agit, sinon d'un raz-de-marée, du moins d'une victoire éclatante, qui constitue une vraie revanche pour Jacques Chirac après la dissolution malheureuse de 1997 qui avait envoyé à la surprise générale une majorité de gauche à l'Assemblée.

Avec près de 400 députés au Parlement, Jacques Chirac et son actuel premier ministre Jean-Pierre Raffarin ont donc les mains libres pour cinq ans et — comme cela est normal en démocratie et comme cela s'était produit pour le socialiste Mitterrand en 81 et 88 —, le président bénéficiera de « tous les pouvoirs », ce qui ne sera pas de trop pour affronter les très lourds et délicats dossiers en souffrance, à commencer par les retraites et la « modernisation de l'État » (réduction du nombre de fonctionnaires).

À ce détail près. De la même manière qu'un seul parti, le PS, disposait à lui seul de la majorité abso-

lue de 81 à 88, un seul parti, l'UMP, contrôlera environ 375 sièges au Parlement. On peut penser que l'enrôlement — de gré ou de force — de la quasi-totalité des candidats de droite sous cette nouvelle bannière présidentielle, à quelques semaines des législatives, constituait un coup de force. Toujours est-il que, pour la première fois depuis juin 1968, un exécutif de droite sera libéré pour cinq ans des traditionnels tiraillements entre les divers courants de la droite. Le dernier « rebelle » à cette unification forcée de la droite, le centriste François Bayrou, réussit de son

côté à sauver l'honneur avec plus de 20 députés. Mais il ne détiendra pas la clef de la majorité à l'Assemblée nationale comme il pouvait vaguement l'espérer.

En ce qui concerne le Front national de Jean-Marie Le Pen, son sort était scellé dès le soir du 9 juin, alors qu'il enregistrait un très net tassement de ses voix avec 11 % seulement. Il pouvait encore espérer une ou deux élections-surprises de luttes triangulaires. De fait, tous ses candidats encore en lice ont tous été battus.

BCE

Suite de la page A1

En interview, deux analystes se sont dits favorables au rachat de la part de SBC, estimant qu'à l'heure actuelle, le prix est bon, que cela améliorerait la valeur du titre et donnerait l'impression que BCE contrôle ses destinées.

Il y a quelques mois, les analystes voyaient ce rachat comme une menace, parce qu'il obligerait BCE à se démenner pour trouver de l'argent qu'elle a gaspillé en tentant de consolider Téléglobe et en investissant dans des médias comme CTV et le quotidien *The Globe and Mail*, dans le cadre d'une stratégie dite de convergence qui n'a pas encore donné de résultats financiers tangibles.

Mais M. Sabia est d'avis qu'il se-

rait bon pour BCE de détenir 100 % de son actif principal. Maintenant, les observateurs l'analysent aussi de manière plus positive.

« Ce serait très bon pour BCE de contrôler entièrement Bell et de ne pas avoir une compagnie de l'extérieur qui vienne lui dire quoi faire (...), commente Troy Crandall, analyste chez MacDougall, MacDougall & MacTier. « Et le moment est bien choisi. Qui sait, s'ils attendent deux ans, combien cela pourrait leur coûter ? » ajoute-t-il.

Un autre analyste de Toronto, qui a préféré garder l'anonymat, juge lui aussi le moment opportun pour un rachat, étant donné la faiblesse des évaluations du marché en ce qui concerne les sociétés de télécommunications.

En vertu de l'accord initial, BCE doit verser 25 % en sus de la juste valeur marchande si elle rachète cette part. Les analystes estiment que la transaction pourrait lui coûter de 6 à 7,5 milliards.

Bell a annoncé récemment que son bénéfice d'exploitation baissera de 1 milliard au cours des quatre prochaines années à cause de la décision du CRTC qui gèle les tarifs résidentiels de téléphone et réduit les frais d'accès que doivent verser ses concurrents pour utiliser les lignes de Bell.

Mais M. Sabia a fait savoir que Bell, pour compenser la baisse des revenus, réduira d'environ 300 millions ses dépenses en immobilisations, ce qui assurera la stabilité du bénéfice d'exploitation.

BVLGARI

La Montre Chrono Rettangolo

CHÂTEAU D'IVOIRE
Depuis 1978
2020 rue de la Montagne, Montréal • (514)845-4651
www.chateaudivoire.com

Offre de lancement
Londres
 vol aller-retour
 Si réservé aujourd'hui **449\$**
 Départs tous les samedis à compter du 22 juin
 Consultez votre agent de voyages
 ou tél. à Canada Air Charter
 3060093
 (514) 858-6300 ou 1 800 667-8569
 ou à : info@canadaaircharter.com

ACTUALITÉS

Quatre chefs, deux porte-parole et une plateforme

L'Union des forces progressistes sera à gauche avant d'être indépendantiste

SÉBASTIEN RODRIGUE

L'Union des forces progressistes (UFP) a terminé hier son congrès de fondation, au cours duquel la question nationale a monopolisé une bonne partie des débats et où les 250 délégués ont élu leurs dirigeants.

Ce nouveau parti de gauche sera d'abord progressiste et ensuite indépendantiste. « On cherche une justice sociale, un mouvement qui amène l'équité dans la société, et on croit qu'elle peut être obtenue à travers la lutte pour l'indépendance », explique Molly Alexander, porte-parole de l'UFP.

La structure de l'UFP se distingue de celle des partis traditionnels puisqu'il y a en quelque sorte quatre chefs à sa tête, dont deux porte-parole. Le parti a maintenant un président, François Cyr, deux vice-présidents et porte-parole, Pierre Dostie et Molly Alexander, et une secrétaire générale, Monique Moisan.

Pierre Dostie a expliqué en point de presse que l'UFP refusait de remettre à un seul chef toutes les responsabilités, afin de respecter ses principes de démocratie participative. La structure du parti fait aussi en sorte qu'il y a autant d'hommes que de femmes parmi les dirigeants.

Agé de 47 ans, Pierre Dostie était membre du Rassemblement pour une alternative politique (RAP) depuis 1997. Ce travailleur social de Jonquière s'était engagé brièvement au Parti québécois dans les années 1970 et il



Antonio Artuso se réjouit avec ses camarades à la suite de l'adoption de la plateforme électorale du nouveau parti de gauche.

a aussi milité pour le OUI lors du référendum de 1995. À 28 ans, Molly Alexander en est à sa première expérience dans un parti politique. Elle étudie en sciences politiques à l'Université Concordia. François Cyr est syndicaliste et militant du RAP, et Monique Moisan est pour sa part présidente du Parti de la démocratie socialiste (PDS).

Par ailleurs, l'un des instigateurs de l'uni-

fication des partis de gauche, Paul Cliche, a choisi de demeurer actif dans la circonscription de Mercier. Son score surprise aux élections partielles de 2000 avait en quelque sorte galvanisé l'idée d'un parti de gauche unifié.

L'UFP naîtra donc de la fusion de trois formations politiques distinctes : le PDS, le RAP et le Parti communiste du Québec

(PCQ). Le parti se présente comme la solution de rechange aux « partis néolibéraux que sont le PQ, le PLQ et l'ADQ ».

Signe des temps, Pierre Dostie a tiré à boulets rouges sur l'ADQ, considérée comme la « droite radicale » par l'UFP. « C'est ce que le mirage nous fait voir dans le paysage politique québécois, mais la réalité politique sur le terrain est tout autre : il y a des centaines de milliers de gens qui veulent un changement, et ce n'est pas un changement vers la droite », soutient-il.

Le PQ n'est pas en reste et a eu droit à de solides critiques de la part du porte-parole. « Depuis 30 ans que le PQ tient en otage un projet de société progressiste, sous prétexte qu'il faut d'abord réaliser l'indépendance pour ensuite décider de ce qu'on fait avec ce pays », dit-il.

Pendant la fin de semaine, les 250 délégués, réunis au Centre Saint-Pierre à Montréal, ont surtout discuté des principes formant la plateforme électorale. La question nationale a été au centre des débats d'hier. Parmi les autres éléments de la plateforme se trouvent, entre autres, la lutte contre la pauvreté, une révision de la Loi des normes du travail, la réforme des institutions démocratiques et du mode de scrutin ainsi qu'un réinvestissement massif dans la santé, dans l'éducation et dans les programmes d'aide à la famille.

La plateforme a été adoptée de façon provisoire et elle sera rediscutée lors du prochain congrès, prévu d'ici six mois. Entre-temps, les trois partis vont cesser d'exister au sens de la loi électorale pour devenir l'UFP. Le parti compte présenter une vingtaine de candidats aux prochaines élections générales.

Des millions de dollars destinés aux pauvres dorment dans les coffres de l'État

PASCALE BRETON

QUÉBEC — Le programme APPORT destiné aux familles à faible revenu est sous-utilisé. La moitié des familles admissibles n'y adhèrent pas, alors que plusieurs millions de dollars sont pourtant disponibles.

L'année dernière, 30 342 ménages se sont prévalus du programme APPORT, destiné à offrir une « aide aux parents pour leurs revenus de travail », ce qui représente un budget annuel de 30,9 millions. La moyenne annuelle des revenus versés par famille est d'un peu plus de 1000 \$.

Or, une analyse réalisée par Québec permet de croire que 60 000 familles à faible revenu sont admissibles à ce programme, mis en place en 1988. Un rapide calcul démontre qu'il y a donc plus de 30 millions de dollars qui ne sont pas utilisés par les plus démunis de la société, alors qu'ils pourraient pourtant s'en prévaloir.

Le programme APPORT, comme l'aide sociale, est en effet considéré comme un « incompressible » par le gouvernement, c'est-à-dire qu'il y aura toujours des fonds pour les personnes qui en ont besoin.

Sylvie Lemieux, l'attachée de presse de la ministre d'État à la Famille et à l'Enfance, Linda Goupil, reconnaît que le programme gagne à être connu. « Même avec beaucoup de publicité, il serait surprenant que les 60 000 ménages admissibles y adhèrent. Mais si plus de familles participaient, ce serait déjà un bon pas contre la pauvreté », dit M^{me} Lemieux, au lendemain du dévoilement d'une vaste stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté.

Le programme APPORT offre une aide financière aux familles à faible revenu. Il vise les familles monoparentales ayant au moins un enfant à charge et qui gagnent 16 000 \$ et moins par année, de même que les familles biparentales ayant au moins un enfant à charge et dont le revenu maximal est de 22 000 \$ annuellement. Parmi les critères d'admissibilité, ces familles doivent aussi gagner au moins 100 \$ sous forme de revenu de travail, au moins un mois dans l'année.

Les familles qui reçoivent des prestations d'aide sociale ainsi qu'un revenu de travail — parce qu'elles ont le droit de gagner jusqu'à 300 \$ par mois — sont ainsi admissibles à APPORT.

Le programme est cependant méconnu, même 15 ans après sa création. Le gouvernement a d'ailleurs entrepris, l'automne dernier, de faire parvenir un dépliant d'information aux familles qui reçoivent des allocations familiales, puisque la plupart ont un revenu peu élevé. Une campagne publicitaire de trois semaines dans plusieurs hebdomadaires du Québec s'est tenue au mois de mai et le gouvernement compte répéter l'expérience en septembre prochain.

Le fait que le programme soit basé sur une estimation des revenus annuels cause toutefois certains problèmes : au moment de la production des déclarations de revenus, le ministère du Revenu procède à une conciliation entre le revenu estimé et le revenu réel. Dans le passé, des familles ont donc dû rembourser au gouvernement quelques milliers de dollars, affirme le porte-parole du Front commun des personnes assistées sociales du Québec, Jean-Yves Desgagnés. C'est ce qui expliquerait selon lui le peu de popularité obtenu par APPORT.

Vérification faite au ministère, il y a eu un ajustement dans les années 1990 afin que les familles ne soient pas pénalisées. Pour l'année 2000, 15,5 % des familles ont toutefois dû rembourser un trop-perçu, ce qui représente 5005 des 32 293 familles qui ont participé au programme cette année-là.

« C'est un programme trop complexe et ciblé qui devrait disparaître, affirme néanmoins M. Desgagnés. Le gouvernement devait plutôt lui donner un caractère plus universel et la seule façon de le faire, c'est avec les allocations familiales. »

Il souligne d'ailleurs d'un air désabusé que, au bout du compte, les familles monoparentales n'ont qu'une cinquantaine de dollars de plus par mois dans leurs poches et les familles biparentales, environ 80 \$ par mois, ce qui est bien peu, à ses yeux.

Les travailleuses en garderie débrayeront mercredi

SÉBASTIEN RODRIGUE

LES 6200 TRAVAILLEUSES des Centres de la petite enfance (CPE) syndiquées à la CSN et à la CSQ débrayeront pendant deux jours cette semaine. Elles espèrent ainsi forcer la main du gouvernement dans le dossier de la mise sur pied d'un régime de retraite.

Les parents dont les enfants fréquentent 340 CPE syndiqués un peu partout au Québec auront donc deux jours pour trouver une autre façon de les faire garder puisque la grève commencera mercredi. « Comme dans toutes les mobilisations que nous avons eu à vivre pour obtenir des conditions de travail pour ces femmes, les parents seront sûrement au rendez-vous, ils comprennent les enjeux sociaux autour de cette lutte », soutient Monique Richard, présidente de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

Les 6200 éducatrices tiendront une manifestation commune à Montréal mercredi. Les 5500 syndiquées de la CSN débrayeront aussi jeudi, tandis que les 700 membres de la CSQ feront la grève vendredi. Les négociations entre les syndicats et le gouvernement se poursuivront néanmoins aujourd'hui, et un règlement demeure théoriquement possible avant les deux journées de grève.

Par ailleurs, ces moyens de pression ne

touchent pas les garderies en milieu familial ni les CPE non syndiqués. Mais ce sont tout de même un peu plus de 20 000 enfants qui n'auront pas de service de garderie pendant deux jours. Et si aucune entente de principe ne survient, les deux syndicats pourraient tenir une autre journée de grève en vertu des mandats obtenus auprès de leurs membres.

Les négociations achoppent sur la question du régime de retraite. En 1999, les travailleuses syndiquées des CPE avaient obtenu des gains salariaux et un engagement du gouvernement à mettre en place un régime de retraite et un processus d'équité salariale. « On est aujourd'hui dans une nouvelle impasse dans le dossier du régime de retraite, où il y a un refus majeur de reconnaître quoi que ce soit à l'égard du service passé », explique Claudette Carbonneau, présidente de la CSN.

Pour le moment, ces travailleuses n'ont aucun régime de retraite. Les syndicats veulent non seulement les doter d'un tel régime, mais aussi faire reconnaître 22 % des années de service passées. Selon le syndicat, le gouvernement du Québec, qui n'entend pas tenir compte de ces années de service, a déposé une offre se chiffrant à 25 millions. La proposition syndicale coûterait plutôt 38 millions au gouvernement.

Selon la présidente de la CSN, le syn-

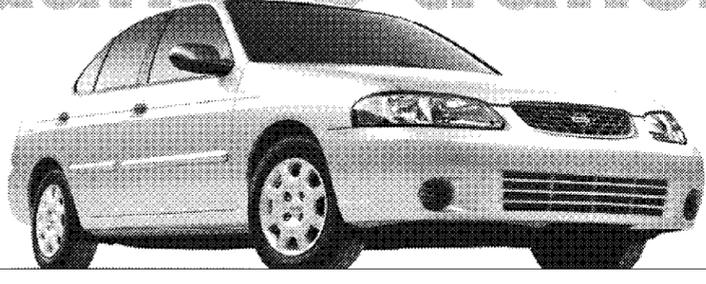
dicat se bute à une fin de non-recevoir de la part du gouvernement depuis mercredi dernier. Monique Richard déplore quant à elle le double discours de la ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance, Linda Goupil. « Au-delà du discours, ce que l'on constate aux tables de discussion, c'est qu'il n'y a pas d'argent pour trouver une solution aux régimes de retraite », dit-elle.

M^{me} Goupil s'est contentée de réagir par l'entremise d'un communiqué dans lequel elle déclarait que « les moyens de pression à ce stade-ci ne sont pas justifiés ». La ministre reconnaît l'importance d'améliorer les conditions de travail des éducatrices des CPE ainsi que la mise en place d'un régime de retraite. « Les rencontres des tables de négociation qui se tiennent actuellement visent justement à établir le difficile consensus sur un type de régime de retraite équitable pour tous », peut-on lire dans le communiqué.

Environ une travailleuse de garderie sur quatre est syndiquée au Québec, et le salaire moyen ne dépasse pas 25 000 \$ par année. Les demandes syndicales feraient en sorte que les éducatrices recevraient la moitié de leur salaire à leur retraite. La présidente de la CSN note que ces travailleuses ont longtemps travaillé à des salaires horaires d'environ 9 \$ avant l'entente de 1999 et qu'elles n'ont pas eu les moyens de préparer leur retraite.

NISSAN

Va jouer dans le trafic.



• Radio AM/FM stéréo 100 watts avec lecteur CD • Siège du conducteur à 8 réglages • Moteur 1,8 L de 126 chevaux
 • Pneus toutes saisons 14 po • Barres stabilisatrices avant et arrière • Coussins gonflables • Dossier arrière rabattable 60/40

CLIMATISEUR INGLUS

199\$ /MOIS* | 0\$ dépôt de sécurité | Transport et préparation inclus!

1,8% | Financement à l'achat et AUCUN VERSEMENT AVANT 90 JOURS!*

*Location de 48 mois pour la Sentra XE 2002 • Option Plus • (C41G52 BK00). Acompte ou échange équivalent de 2 495 \$. Limite de 19 500 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Assistance routière 24h. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. **Offre de financement à 1,8 % jusqu'à 24 mois et aucun versement avant 90 jours (sur les termes jusqu'à 60 mois) valable sur les modèles Sentra XE et GXE 2002 seulement. Aucun intérêt ne sera calculé sur les 60 premiers jours suivant la date de livraison. Après 60 jours le calcul des intérêts débute et l'acheteur remboursera le capital et les intérêts mensuellement jusqu'à la fin du contrat. Exemple de financement: 20 000 \$ à 1,8 % par année, équivaut à 571,11 \$ par mois pendant 36 mois. Frais de financement de 559,85 \$ pour une obligation totale de financement de 20 559,85 \$. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement. Le logo NISSAN est une marque de commerce de Nissan.

www.nissanmontreal.com www.nissan.ca 1 800 387-0122

LAHORE

Suite de la page A1

Sauf que la rue principale qui y donne accès, le boulevard Saint-Laurent du coin pour ainsi dire, est sale et poussiéreuse, envahie par des véhicules de toutes sortes dans les deux sens, des passants, des mendiants, et de fortes odeurs d'échappement mêlées à celles des grillades sur le trottoir.

En rentrant hier soir d'une marche dans le coin, je tombe sur une émission de la télé pakistanaise honorant, dans un décor d'opulence californienne, les héros du cricket national. Une autre planète. Le Pakistan n'est pas à la Coupe du monde de football (soccer). L'establishment semble avoir voulu rappeler aux Pakistanais qu'ils ont leurs propres Ronaldo et autres del Fiero. Ils ont pour noms Imran Khan, Javed Miandad, Wasim Akram. Le maître de cérémonie n'a pas raté l'occasion de faire vibrer la fibre patriotique. Et il a eu ce mot sibyllin : « Nos joueurs de cricket ont de la détermination à revendre, car un joueur de cricket sans détermination, c'est comme un leader politique sans soutien populaire. » Un message à l'intention du général Musharraf ? Et Imran Khan, qui a son propre parti politique, a prononcé le discours de clôture !

« Le combat des Cachemiris remonte aux années 1930, quand l'Inde luttait pour son indépendance », affirme le juge Aftab Farukh, lui-même d'origine cachemirienne, et qui a un neveu informaticien à Montréal.

« Poussé par les intégristes hindous opposés au pluralisme laïque du mahatma Gandhi et de Nehru, le maharadja hindou Hari Singh voulait faire du Cachemire un royaume hindou indépendant, comme le Népal, dit-il. La majorité musulmane n'en voulait pas, et beaucoup d'hindous non plus. Dès cette époque, des Cachemiris se sont éparpillés dans toute la région, depuis Lahore jusqu'à Amritsar et Delhi, si bien qu'il y a aujourd'hui des diasporas cachemiries en Inde et au Pakistan. »

« Je ne parle pas des populations cachemiries vivant aujourd'hui sous occupation pakistanaise et indienne. Il faut comprendre que cette diaspora cachemirienne soutient la lutte d'autodétermination au Cachemire. Et elle aide aussi financièrement des membres de la famille restés là-bas. Je le fais moi-même. Est-ce du terrorisme ? » demande-t-il.

« La petite phrase de Donald Rumsfeld comme quoi des terroristes du groupe Al-Qaeda sont massés au Cachemire pakistanaise, c'est un canard pour flatter l'Inde », affirme le juge.

« Les gens d'Al-Qaeda sont des étrangers qui ne peuvent pas s'orienter sur le terrain montagneux et compliqué du Cachemire. Avant le 11 septembre, je n'avais jamais entendu parler d'Al-Qaeda. Les Américains le voient maintenant partout. Mais ils ne voient pas les Cachemiris qui se battent pour leurs droits légitimes », ajoute-t-il.

Phénomène nouveau au Pakistan

Après les terrorismes sectaire et ethnique, les attentats suicide



JOONFED KHAN

envoyé spécial

AU PAKISTAN

ISLAMABAD – « Il y a eu un attentat contre le consulat des États-Unis à Karachi, un attentat suicide : cinq morts, 46 blessés », me dit Maqsood Shaheen au moment où le petit taxi jaune et noir quitte la gare d'autobus de Rawalpindi pour la ville jumelle d'Islamabad, capitale moderne et planifiée du Pakistan.

La nouvelle me ramène comme un coup de poing à une réalité que les cinq heures de confortable autoroute depuis Lahore avaient momentanément éclipsée : pris entre le marteau américain et l'enclume indien, le Pakistan est l'épicentre de séismes imprévisibles que cachent bien la beauté du paysage, la superbe autoroute à péage et le confort climatisé de l'autocar Dae-woo.

Certes, sur trois heures de cette autoroute construite et gérée par la firme sud-coréenne, nous parcourons la morne platitude du Punjab fertile, où le sol desséché et assoiffé, jaune, brun, ocre et gris, attend désespérément la mousson. Un paysage hypnotique qui vous donne envie de somnoler.

Mais soudain émergent à l'horizon les monts Margalla, au pied de l'Himalaya, qui donnent à Islamabad, ville élitiste et sereine de ce pays misérable et tourmenté, son cadre majestueux. Assis à la fenêtre, j'ai pensé à « la contrée infestée de bandits au nord de Lahore » dont parle William Dalrymple dans *The Age of Kali* que je lisais d'un oeil distrait.

Mais un attentat le même jour contre le consulat des États-Unis à Karachi ? La crise s'aggravait. Donald Rumsfeld venait de quitter le Pakistan en laissant tout le monde mécontent. Mais n'avait-il pas tout de même apporté la bonne nouvelle en disant que la guerre nucléaire n'aurait pas lieu, et que la tension commençait à baisser ?

Maqsood est bibliothécaire au Centre américain, rattaché à l'ambassade des États-Unis à Islamabad. « Mon patron a réuni tout le personnel à la hâte et il nous a donné congé pour le reste de la journée, dit-il, j'étais au terminus depuis une demi-heure déjà. »



Photo REUTERS

Des agents du FBI ont rejoint les policiers pakistanais hier, sur les lieux de l'explosion qui a fait 11 morts au consulat des États-Unis de Karachi. Les enquêteurs tentent de déterminer si le réseau Al-Qaeda est derrière cet attentat suicide.

« Il y a 11 morts et toutes les victimes sont pakistanaises », précise Imran Ghakhar, journaliste à la télé pakistanaise qui réalise une émission hebdomadaire intitulée *Kashmir Magazine*. « Il paraît que l'auteur de l'attentat a foncé au volant d'une voiture piégée contre un mur du consulat qu'il a défoncé en explosant », poursuit-il.

« Je connais le consulat. Les chambres donnant sur l'enceinte sont vides, par précaution. Ça ne m'étonne pas que toutes les victimes soient des nôtres, des passants et des agents de sécurité », interjette Maqsood.

À la tombée du jour dans Isla-

mabad, la chaleur tombe aussi un peu, et les gens se bousculent avant la fermeture des magasins, les immenses tours érigées çà et là par divers architectes à la gloire du « Pays des purs » (ce que signifie Pakistan), pas toutes réussies par ailleurs, brillent sous le soleil couchant, et les restaurateurs installent des tables sous les arbres et allument leurs braseros pour les grillades.

Personne ne parle de l'attentat. Mais à la télé, un peu plus tard, un collègue d'Imran a réuni un ancien ministre du gouvernement Nawaz Sharif, en duplex depuis Karachi et, en studio, l'ancien champion de

cricket Imran Khan, chef du nouveau Parti de la justice (Tehrik-e-insaaf), pour en discuter, justement.

Les deux condamnent sans ménagement l'action meurtrière du chauffeur suicide, mais les deux, du même souffle, accusent les États-Unis d'avoir trahi le Pakistan, de n'avoir pas récompensé la décision courageuse d'Islamabad de se joindre à la coalition antiterroriste après le 11 septembre, mais d'avoir plutôt aidé l'Inde à faire pression sur le Pakistan pour qu'il lâche « la cause juste et légitime du Cachemire ».

« C'est la meilleure façon d'aliéner et de générer le terrorisme », dit Imran Khan, qui souligne toutefois qu'il s'agit là d'un terrorisme nouveau au Pakistan.

« Jusque-là, on avait le terrorisme sectaire (sunnites contre chiites), le terrorisme ethnique (les sindhis, les mohajirs — réfugiés de l'Inde), et le terrorisme alimenté par les Renseignements indiens, dit-il. Mais les attentats suicide, c'est nouveau, depuis l'attaque contre une église d'Islamabad, celle menée contre les ingénieurs français, et maintenant ça. Le 11 septembre a paralysé l'économie ; désormais c'est la société qui se fragilise. »

Il critique la timidité des médias pakistanais, « qui sont comme intimidés et qui n'ont pas osé mettre Rumsfeld au pied du mur ». « En Inde, pressé par les journalistes, Rumsfeld a admis que des terroristes d'Al-Qaeda étaient massés au Cachemire pakistanais. Ici, personne ne lui a demandé pourquoi lui et son gouvernement ne font pas davantage pour soutenir le Pakistan pour son adhésion spontanée à la coalition antiterroriste mondiale. »

« De toute façon, demande-t-il, qui peut éradiquer le terrorisme ? Les États-Unis qui ont tué d'innocents Afghans et aggravé le terrorisme chez nous ? Les Israéliens, qui ont beau tenir Arafat à portée de canon sans que cessent les attentats suicide ? L'Inde, qui a 700 000 hommes au Cachemire occupé sans pouvoir écraser la résistance populaire ? Qui pourra empêcher un simple Cachemiri, excédé par l'occupation et désespéré par l'abandon international, de se faire sauter pour dire sa résistance ? »

« Ce qui est admirable chez Imran Khan, c'est qu'il a vécu longtemps en Occident, il connaît à fond le monde du cricket anglo-saxon, il a épousé une juive, la fille du défunt milliardaire Jimmy Goldsmith, mais il n'a pas renié ses racines et il assume pleinement son identité pakistanaise. C'est ce qui fait sa grande simplicité, et sa grande force », commente Imran Ghakhar.

G7 À HALIFAX

La police se justifie d'avoir employé des gaz lacrymogènes

Presse Canadienne

HALIFAX — La police a défendu sa décision de recourir aux gaz lacrymogènes, au poivre de Cayenne et aux matraques paralysantes contre des manifestants armés de frondes et de ballons pleins d'eau, au cours des dernières heures de la réunion des ministres des Finances du G7, à Halifax, samedi.

Au total, 31 personnes ont été arrêtées, et quatre d'entre elles devront répondre d'accusations criminelles, quand une manifestation généralement pacifique a tourné à l'échauffourée avec des policiers antiémeute, à l'extérieur de l'édifice où étaient réunis les ministres des pays les plus riches du monde.

En conférence de presse, hier, des membres de la police régionale de Halifax et de la Gendarmerie royale du Canada ont soutenu avoir la preuve que certaines personnes étaient déterminées à provoquer des affrontements violents avec les forces de l'ordre.

Selon les policiers, des manifestants auraient changé de vêtements jusqu'à quatre reprises pour tenter de confondre les policiers. « Sans le professionnalisme et la retenue des agents de police, plusieurs personnes auraient été blessées », ont-ils fait valoir.

Selon la police, la manifestation de samedi, d'abord paisible, a tourné à l'affrontement quand un groupe de manifestants a fait tomber les barricades érigées par la police dans le centre-ville de Halifax et que certains ont commencé à lancer des oranges, des billes et des bouteilles de verre aux policiers et aux représentants des médias.

La GRC a fait savoir que toute plainte sur l'attitude de ses membres à l'égard des manifestants ferait l'objet d'une enquête complète.



RADIO
Première Chaîne
Radio-Canada

Chroniques, informations, sports, finesse d'esprit et polémiques.

Franco NUOVO

En semaine **5h**
Réalisation : Bruno Guglielminetti

95.1 FM
Montréal

Écoutez pour voir.

Encore un contrat fantôme à Groupaction

Presse Canadienne

OTTAWA — Le ministère des Travaux publics a payé 330 000 \$ à l'agence montréalaise Groupaction pour créer une stratégie de promotion de la controversée Loi sur les armes à feu, mais, selon le ministère de la Justice, le travail n'a jamais été effectué.

Au ministère de la Justice, on dit tout ignorer de ce contrat, mentionnait hier *The Ottawa Sun*. Wendy Sailman, directrice des affaires publiques au ministère de la Justice, a soutenu: « Nous ne l'avons pas demandé. Ce n'est pas notre contrat. Ce n'est pas venu de nous. »

Mais l'avocate de Groupaction, Danielle Barot, affirme que les prétentions selon lesquelles aucun travail n'a été effectué pour ce contrat sont « absolument fausses ». « Ils (Groupaction) ont retrouvé certains éléments, comme des factures. Beaucoup de travail a été effectué. »

En vertu du contrat, la firme Groupaction a été embauchée le 2 décembre 1996, pour une somme de 330 000 \$. Le contrat est signé par Charles (Chuck) Guité, ex-haut fonctionnaire des Travaux publics. Selon des sources gouvernementales, M. Guité n'était pas autorisé à signer ce contrat, qui aurait dû être approuvé et signé par le ministère de la Justice.

Selon ce contrat, Groupaction devait sonder les personnes touchées par la loi de 1995, qui exige que toutes les armes à feu soient enregistrées, suggérer des idées de publicité et estimer le coût d'une stratégie de communication.

Des 330 000 \$ prévus, 30 000 \$ devaient être affectés à des déplacements, des frais d'hôtel et d'autres dépenses de la firme montréalaise de communication.

Pierre Teotonio, porte-parole des Travaux publics, a d'abord dit que son ministère était incapable de retrouver le contrat. Deux semaines plus tard, des fonctionnaires du ministère l'ont retrouvé, de même que la preuve que des factures avaient été payées.

Ce dossier, jugé préoccupant, a depuis été soumis à une vérification interne, a dit M. Teotonio.

Groupaction est au centre du scandale du programme des commandites qui fait rage à la Chambre des communes. Le ministre des Travaux publics, Ralph Goodale, a entrepris une révision du programme en question, et la GRC enquête sur plusieurs dossiers.

SCANDALE DU WATERGATE | 30 ans après, des questions subsistent



MARTIN VALLIÈRES

LA PRESSE À WASHINGTON

TRENTE ANS après le cambriolage qui a tout déclenché, le scandale politique considéré comme le pire de l'histoire américaine, ayant mené à la démission d'un président, continue d'intriguer.

Vers deux heures du matin, le samedi 17 juin 1972, cinq cambrioleurs sont arrêtés dans les bureaux du Parti démocrate, dans l'immeuble Watergate, sur la rive de la rivière Potomac, au centre-ville de Washington.

L'enquête sur ce qui semblait un cambriolage raté se met toutefois à révéler des indices bizarres.

L'un des cinq malfaiteurs est un ex-employé de la CIA. Il est aussi un récent employé du Comité pour la réélection du président Nixon, pour les questions de sécurité.

Parmi le matériel des cambrioleurs, rendu public pour la première fois il y a quelques jours aux Archives nationales, il y avait une quantité de matériel photographique, des micros miniatures et des transmetteurs radio.

Les enquêteurs ont aussi trouvé un carnet téléphonique contenant les numéros de plusieurs personnes haut placées dans la hiérarchie politique à Washington. Plusieurs comprenaient le code régional et les trois premiers chiffres des lignes de la Maison-Blanche, 202 et 456, encore en usage aujourd'hui.

Au fil des mois, les révélations se multiplient dans les médias, en particulier dans le *Washington Post*. Elles ne peuvent empêcher la réélection du président Nixon par une forte majorité, en novembre 1972, mais elles ne s'arrêtent pas pour autant.

Quelques mois plus tard, le 30 avril 1973, le ministre de la Justice et deux des principaux conseillers du président démissionnent.

S'ouvrir le mois suivant une enquête publique, menée par une commission extraordinaire du Sénat. Durant 13 mois, les révélations deviennent de plus en plus accablantes pour l'administration Nixon, suggérant que le cambriolage du QG des démocrates avait été planifié à la Maison-Blanche.

Le coup de grâce survient



Photo AP

Les journalistes par qui le scandale est arrivé, Bob Woodward et Carl Bernstein, ont encore des secrets, notamment l'identité du fameux Deep Throat, un informateur dont le rôle a été capital.

lorsqu'on apprend que les enregistrements de conversations du président Nixon dans le Bureau ovale ont été « effacés » — il s'agit précisément de 18 minutes de conversation cruciales pour l'enquête du Watergate.

Le 8 août 1974, alors qu'il fait face à un vote de destitution au Congrès pour obstruction à la justice par son refus de remettre toutes les bandes magnétiques, le président Richard Nixon démissionne.

Avec le recul historique, le scandale politique du Watergate a eu un impact majeur sur l'opinion publique aux États-Unis, provoquant une crise de confiance sans précédent des Américains envers leur gouvernement, et ce, au moment où la controverse au sujet de la guerre du Vietnam atteignait son apogée.

En fait, selon des sondages récents, il a fallu les attentats du 11 septembre 2001 pour qu'une majorité d'Américains réaffirment leur pleine confiance envers les institutions politiques de Washington.

Par ailleurs, 30 ans après le cambriolage du Watergate, des questions persistent. La plus populaire est l'identité de « Deep Throat », le surnom de cet informateur de haut niveau dans l'administration Nixon dont ont fait mention les journalistes du *Washington Post*, Bob Woodward et Carl Bernstein.

Devenu directeur à la rédaction du *Post*, Bob Woodward maintient qu'il taira l'identité de cet informateur tant que ce dernier ne sera pas décédé.

N'empêche, il y a quelques jours, des étudiants en journalisme de

l'Université de l'Illinois ont annoncé avoir déduit que le mystérieux informateur serait Pat Buchanan.

Ce rédacteur de discours du président Nixon est devenu un politicien connu de la droite américaine. M. Buchanan aurait agi ainsi par dépit, en raison de la politique d'ouverture du président Nixon vis-à-vis de la Chine. Par ailleurs, un ex-conseiller de l'administration Nixon, John Dean, qui avait témoigné contre le président devant la commission d'enquête du Sénat, avait annoncé qu'il publierait aujourd'hui sur Internet un minilivre électronique dans lequel il devait révéler l'identité de Deep Throat.

Mais après avoir vérifié auprès du suspect, les dirigeants du site Salon.com ont fait marche arrière.

Zytco LE MEILLEUR SOLARIUM AU MONDE

TROIS-SAISONS, QUATRE-SAISONS

CLASSIQUE, CATHÉDRALE, EUROPÉEN, CONSERVATOIRE, WINDSOR, VICTORIEN

ALUMINIUM OU CÈDRE

4940 CHEMIN BOIS-FRANC, ST-LAURENT, QC, H4S 1A7

WWW.ZYTCO.COM

514-335-2050

ESTIMATION SANS FRAIS : 800-361-9232

THERMOPOMPES & CLIMATISEURS **Hydro Confort** au foyer depuis maintenant 13 ans

Toutes les grandes marques disponibles

MITSUBISHI ÉLECTRIQUE

6 ans de garantie

SPECIAL PRÉSAISON n'attendez pas les grosses canicules

Au plus bas prix du marché :

- Centrale de traitement d'air
- Plafonnier

Estimation sans frais

Dépositaire autorisé de FRIGIDAIRE, HITACHI et plusieurs autres 3053358

Salle de montre au 6431, rue Jean-Talon Est, Montréal

www.hydro-confort.com (514) 255-0363 • 1 800 287-4399

VOICI LE P'TIT NOUVEAU

le 6^e du GROUPE GRAVEL

DÉCARIE

SATURN SAAB ISUZU

6100, boul Décarie, (514) 342-2222

SITE INTERNET : www.gravelauto.com

Le choix des consommateurs 2002

VOYEZ NOTRE GRAND CHOIX

DÉCARIE

SATURN SAAB ISUZU

6100, BOUL. DÉCARIE, MONTRÉAL

TÉL. : (514) 342-2222

COIN VAN HORNE

PLACE VILLE MARIE

SATURN SAAB ISUZU

COIN CATHCART & MCGILL COLLEGE

VENTES : (514) 861-2000

SERVICE : (514) 769-5353

STATIONNEMENT GRATUIT

BROSSARD

SATURN SAAB ISUZU

5950, BOUL. MARIE-VICTORIN,

TÉL ; (450) 672-2500

TÉLÉC. : (450) 672-2600

ANGLE 132 ET PONT CHAMPLAIN

GRAVEL

PONTIAC BUICK Cadillac

1000 BOUL. RENÉ-LÉVESQUE, ÎLE-DES-SOEURS (514) 769-5353

SORTIE ILE-DES-SOEURS, À L'ENTRÉE DU PONT CHAMPLAIN

GRAVEL

KIA

ST-JEAN-SUR-RICHELIEU

505, ST-JACQUES (450) 347-2835

GRAVEL

CHEVROLET Oldsmobile

5900 MARIE-VICTORIN, BROSSARD

(450) 466-2233 MTL. : (514) 866-2233

SORTIE ROUTE 132 EST DU PONT CHAMPLAIN

La crise du logement est relativement nouvelle à Montréal, mais de nombreuses grandes villes du monde sont aux prises avec ce phénomène depuis des années. Après avoir fait le point ici et à Toronto, *La Presse* se penche sur les problèmes de logement à Londres. La série se poursuit demain avec Paris et mercredi avec New York.



Warren Bevis, à gauche, partage un repas avec ses parents dans un prototype de *microflat* aménagé dans la vitrine d'un grand magasin de Londres. D'une superficie de 32 mètres carrés, le microflat, assemblé en usine, comprend une chambre, un salon avec cuisine intégrée et une douche minuscule. Il se vend environ 175 000 \$.

Inabordable Londres



ISABELLE HACKEY
LA CRISE DU LOGEMENT

SAM	1 > Montréal
DIM	2 > Toronto
LUN	3 > Londres
MAR	4 > Paris
MER	5 > New York

LONDRES — Quand les bombes allemandes ont cessé de pleuvoir sur Londres, le gouvernement britannique a commandé 160 000 maisons préfabriquées pour loger ceux qui avaient perdu leur toit. Près de 60 ans plus tard, les *prefabs* sont de retour dans la capitale. Cette fois, la crise du logement qui frappe les Londoniens n'a rien à voir avec la guerre. Elle a plutôt été provoquée par les prix exorbitants du marché de l'immobilier !

La Fondation Peabody, qui fournit des logements abordables dans la région de Londres, a remis le concept à l'ordre du jour, en 1999, avec une série de « modules » assemblés à la chaîne dans une usine de York et transportés par camions jusqu'à Hackney, un quartier pauvre de la capitale. Succès instantané. Depuis, même le maire de

Londres, Ken Livingstone, milite pour la multiplication des *prefabs* dans sa ville.

C'est que la crise est majeure. Le prix moyen d'une propriété à Londres est désormais de 220 000 euros, soit près de 320 000 \$. Et les prix grimpent à un rythme effarant : 18 % d'augmentation depuis un an, et 90 % depuis six ans ! Ce qui inquiète par-dessus tout les autorités, c'est que cette folie spéculative risque de paralyser les services publics déjà chancelants de la capitale, en drainant hors de Londres les infirmières, les enseignants et les policiers, qui n'ont tout simplement plus les moyens d'y vivre.

« Déjà, le secteur public peine à recruter des employés », dit Sue Ellenby, directrice de la Fédération du logement de Londres. « Il y a 4000 postes d'infirmières vacants dans les hôpitaux de la capitale. » La situation n'est pas plus rose dans les écoles, qui traversent leur pire pénurie depuis 40 ans. Pas moins du quart des enseignants du primaire quittent leur emploi après trois ans. Unison, le syndicat de la fonction publique, estime que, après les salaires, le coût du logement est le plus grand frein au recrutement d'employés qualifiés à Londres.

Une nouvelle infirmière gagne environ 40 000 \$, et un nouvel enseignant, 35 000 \$. Or, il leur faudrait gagner le double pour contracter un prêt hypothécaire et acquérir une propriété. Quant aux

prix des loyers, ils sont faramineux : 2500 \$ par mois, en moyenne, pour un modeste trois pièces ! « Pas étonnant que plusieurs personnes choisissent de s'installer ailleurs au pays, où elles pourront acheter une maison et avoir des enfants », dit Mme Ellenby. On estime que 60 000 Londoniens quitteront ainsi la capitale d'ici 10 ans. Pas seulement les « travailleurs clés », comme on appelle les employés du secteur public, mais aussi ceux du privé (caissières, vendeurs, serveurs, etc.), aussi vitaux pour l'économie de Londres.

Crée il y a 140 ans pour aider les plus démunis à se loger, la Fondation Peabody compte désormais un groupe de nouveaux pauvres sur sa liste : de jeunes professionnels carrément incapables de payer leur loyer, mais qui ne sont pas admissibles aux programmes de logements sociaux de la ville. C'est pour eux que l'organisme a commandé des maisons préfabriquées en 1999. « Les prix galopants et la pénurie de propriétés abordables ont poussé Peabody à élargir son offre à des couches sociales un peu plus aisées », explique Leander Perry, porte-parole de la Fondation, qui possède 19 500 maisons à Londres.

Le gouvernement de Tony Blair, qui a fait campagne en promettant d'améliorer les services publics du pays, est parfaitement conscient du

problème. En septembre, il a débloqué 550 millions de dollars pour aider les « travailleurs clés » à acquérir une propriété. Le maire Livingstone, quant à lui, insiste pour que la moitié des nouveaux lotissements de la capitale soient réservés aux logements sociaux (35 %) et aux maisons modestes pour les employés du secteur public (15 %). Jusqu'à maintenant, deux *boroughs* — maîtres de l'aménagement de leur territoire — ont accepté de se conformer aux directives du maire.

Ce n'est pas suffisant. Depuis 20 ans, les subventions consacrées au logement abordable se sont réduites comme peau de chagrin. Pas moins de 190 000 familles sont en attente d'un logement social à Londres. Et le problème risque de s'aggraver. Selon le maire, la capitale s'enrichit de 90 000 nouveaux habitants par année. Le nord du pays se vide au profit de la région métropolitaine, les immigrants sont plus nombreux que jamais, et la pénurie de logements sera l'un des plus graves enjeux sociaux des prochaines années, a conclu un récent rapport de la Fondation Joseph Rowntree. Selon ce document, la pénurie atteindra 1,1 million de maisons en 2022 !

« Pour l'instant, l'une des meilleures solutions pour ceux qui ont un revenu modeste, c'est la propriété partagée », dit Sue Ellenby. Plutôt que de contracter un énorme prêt hypothécaire sur l'ensemble

de la maison, on en achète une part (en général 25 %), et on paie un petit loyer sur le reste, détenu par une société comme la Fondation Peabody. À mesure que les conditions financières le permettent, on peut racheter d'autres parts de la maison, pour en devenir un jour l'unique propriétaire.

« Le gouvernement s'intéresse beaucoup à ce système, mais le financement est inadéquat », ajoute Mme Ellenby. Pas moins de 131 000 Londoniens espèrent adhérer à un programme de propriété partagée, mais seulement 10 000 maisons de ce genre ont pu être offertes aux intéressés l'an dernier.

Ceux qui n'auront pas la patience de s'inscrire à une liste d'attente pourront bientôt se tourner vers le *microflat*, un appartement de 32 mètres carrés comprenant une chambre, un salon avec cuisine intégrée et une douche minuscule. Le concept a été mis au point ce printemps par Piercy Conner, une firme de jeunes architectes londoniens qui désespéraient eux-mêmes d'acquiescer un jour une propriété abordable dans la capitale.

Les microflats seront assemblés en usine et s'emboîteront les uns aux autres, comme des blocs Lego, dans les stationnements publics ou sur les toits des supermarchés. Le projet n'est pas encore officiellement lancé, mais 2000 personnes ont déjà fait savoir qu'elles étaient prêtes à payer 175 000 \$ pour vivre dans une boîte au centre de Londres !

CRISE DU LOGEMENT À MONTRÉAL

Une loi antidiscrimination ne réglera rien, selon les proprios

RAYMOND GERVAIS

UNE LOI ANTIDISCRIMINATION dans le domaine du logement ne réglerait en rien la crise du logement au Québec, a soutenu samedi Pierre Aubry, président de la Ligue des propriétaires de Montréal.

M. Aubry réagissait ainsi à la demande de groupes de locataires qui réclament une loi antidiscrimination. Selon lui, il faut inciter les investisseurs à se lancer dans la construction de nouveaux logements. Pour les faire bouger, il faudrait permettre une augmentation substantielle du prix des loyers. Pierre Aubry a ajouté qu'il se construit actuellement à Montréal quelque 2000 logements par année, alors que, il y a une dizaine d'années, on en construisait près de 15 000. « Ce n'est pas avec une augmentation de 1 % qu'on va relancer la construction de logements locatifs », a précisé M. Aubry.

Il déplore aussi le fait de limiter les informations que le propriétaire peut exiger de son futur locataire. Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone ne sont pas suffisants pour inciter le propriétaire à avoir confiance.

M. Aubry estime que le propriétaire qui voit arriver devant lui une mère célibataire avec deux enfants et, une demi-heure plus tard, un ingénieur avec sa femme aura tendance à préférer louer son logement au couple. « Je reconnais qu'il s'agit d'une certaine forme de discrimination, mais on ne pourra jamais l'empêcher », dit-il.

François Saillant du FRAPRU estime pour sa part que la faible mise en chantier de nouveaux logements est une partie du problème mais que la pénurie fait en sorte que les propriétaires sont encore plus sélectifs dans le choix de leurs locataires.

Plus de 1300 appels en une semaine à la Ville

SÉBASTIEN RODRIGUE

APRÈS SEULEMENT une semaine d'activité, les préposés de la ligne 868-GITE de la Ville de Montréal, qui a été mise sur pied pour aider des locataires à se trouver un logement, ont reçu plus de 1300 appels.

Au bureau d'aide de la rue Sainte-Anoine, ouvert afin d'aider les personnes qui sont demeurées bredouilles dans leur recherche d'un logement, on a rencontré plus de 500 personnes. Celles-ci sont admissibles au programme de supplément au loyer, qui limite le coût du loyer au quart du revenu.

Selon Pierre Laperle, de la Ville de Montréal, quelques personnes ont pu se dénicher un logement grâce à cette subvention. La Ville n'a toutefois aucune statistique précise sur le succès des recherches des personnes admises au programme de supplément au loyer.

À ce rythme, la crise du logement cet été sera beaucoup plus aiguë que l'année dernière, alors que la Ville avait aidé 57 ménages à se reloger et permis à 75 autres d'entreposer leurs biens dans un de ses bâtiments. Cette situation s'explique notamment par le taux d'occupation des logements, qui a fondu de 1,4 à 0,4 % en un an.

L'ampleur de la crise inquiète d'ailleurs le porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), François Saillant. Celui-ci considère que la Ville est mieux armée que l'année dernière pour faire face à la situation mais que le supplément au loyer n'est d'aucune utilité quand il manque de logements. M. Saillant craint que l'hébergement d'urgence ne prenne beaucoup plus d'ampleur que l'année dernière après la date fatidique du 1^{er} juillet.

EN BREF

Plus de 500 prisonniers à Guantanamo

L'ARRIVÉE DE 34 nouveaux prisonniers soupçonnés de liens avec l'ex-régime taliban afghan ou avec le réseau terroriste Al-Qaeda a porté hier à 536 le nombre de détenus dans la base navale américaine de Guantanamo, à Cuba. « Il n'y a pas eu d'incidents et ces prisonniers sont maintenant détenus dans des installations sûres », a déclaré le lieutenant colonel Joe Hoey, porte-parole de l'unité américaine chargée de la détention dans cette base située à l'extrémité orientale de l'île. Les 536 prisonniers sont tous détenus dans le Camp Delta, un vaste centre de détention pouvant encore accueillir 110 autres prisonniers. — d'après AP

D'une bombe nucléaire à une bombe « sale »

JOSE PADILLA, un terroriste présumé qui voulait faire exploser une bombe « sale » aux États-Unis, avait d'abord exprimé l'intention auprès d'Al-Qaeda d'utiliser une bombe nucléaire, mais il lui aurait été conseillé d'employer un explosif plus conventionnel à la place, affirme *Time Magazine*. Selon le magazine, Padilla, un ancien membre de gang de Chicago converti à l'Islam et qui a adopté le nom d'Abdallah al-Mouhajir, aurait présenté il y a quelques mois un mode d'emploi « risible » de fabrication d'une bombe à hydrogène à des dirigeants d'Al-Qaeda, leur affirmant qu'il voulait faire exploser un engin atomique sur le territoire américain. — d'après AFP

David Trimble prêt à démissionner

LE PREMIER ministre d'Irlande du Nord, le protestant David Trimble, s'est déclaré hier prêt à quitter son poste pour faire avancer le processus de paix. « Si les circonstances s'y prêtaient et que cela était nécessaire, alors oui, je serais assez d'accord pour le faire », a déclaré M. Trimble à la chaîne de télévision BBC. « Mais si je le faisais, ce serait pour permettre des nouveaux progrès, afin que l'accord (du vendredi saint) puisse être respecté et mis entièrement en oeuvre », a ajouté le chef du parti unioniste d'Ulster (UUP). David Trimble a déjà démissionné le 1^{er} juillet dernier de son poste pour protester contre l'absence de désarmement de l'IRA obligeant Londres à suspendre brièvement les institutions de la province. Un nouveau geste de désarmement de l'IRA lui avait ensuite permis de regagner son poste. — d'après AFP

Émeutes au Pérou : l'état d'urgence décrété

L'ÉTAT D'URGENCE assorti d'un couvre-feu a été décrété hier dans le département d'Arequipa, à 1000 km au sud de Lima, théâtre depuis trois jours d'émeutes. De violentes protestations se déroulent depuis vendredi à Arequipa, seconde ville du Pérou, contre la privatisation de deux sociétés électriques régionales, acquises par le groupe belge Tractebel, filiale de Suez-Lyonnaise des Eaux. Le président du Pérou Alejandro Toledo a décrété l'état d'urgence d'une durée de 30 jours, au terme d'une réunion extraordinaire du conseil des ministres qui se tenait depuis la veille. Dans la soirée, les autorités du département ont pris à leur tour la décision d'imposer un couvre-feu, de 22 h à 5 h, peu après que le chef de l'État eut justifié la suspension des libertés fondamentales. — d'après AFP

Israël nie posséder des sous-marins nucléaires

ISRAËL A DÉMENTI hier avoir équipé trois de ses sous-marins de missiles de croisière capables de lancer des ogives nucléaires comme l'avait affirmé samedi le *Washington Post*, citant « d'anciens » responsables du département d'État et du Pentagone. « Nous ne disposons pas d'un tel matériel qui ferait le bonheur du commandant de la marine israélienne », a affirmé à la radio militaire le porte-parole de l'armée, le général Ron Kitrey. Des experts estiment que de tels missiles pourraient constituer une arme dissuasive face à la possibilité de développement de l'arme nucléaire par l'Irak et l'Irak. — d'après AFP

Vers un seul ciel européen

MALGRÉ UN APPEL à la grève des contrôleurs aériens mercredi dans plusieurs pays européens, les ministres des Transports des Quinze doivent se réunir aujourd'hui au Luxembourg pour jeter les grandes lignes du projet de « ciel unique » européen. Selon la Commission européenne, la fragmentation du ciel européen en fonction des frontières nationales coûte chaque année cinq milliards d'euros en carburant supplémentaire, en frais de personnel pour les compagnies aériennes et en temps perdu pour les passagers. — d'après AP

CACHEMIRE

Les pourparlers de nouveau rompus

Associated Press

NEW DELHI — Le ministre indien de l'Intérieur, Lal Krishna Advani, a exclu hier tout dialogue immédiat avec le Pakistan en vue de réduire la tension entre les deux pays sur la question du Cachemire.

« Les infrastructures terroristes que le Pakistan a construites à l'in-

térieur de son pays et dans la partie du Cachemire qu'il occupe doivent être démantelées. Tant que cela ne sera pas fait, cela ne sert à rien de dialoguer », a déclaré le ministre,

Au cours du week-end, 12 personnes ont été tuées au Cachemire dans des attaques attribuées aux militants islamistes.

Parmi les victimes figurent six

pèlerins hindous, dont trois enfants, tués dans une attaque à la grenade, cinq villageois tués par balles dans leur sommeil et un policier tombé dans une embuscade, selon les services de sécurité indiens.

De leur côté, les forces de sécurité indiennes ont abattu cinq militants islamistes dans deux inci-

dents dans le sud-ouest du Cachemire. Au Pakistan, lors d'un rassemblement de 15 000 à 20 000 personnes à Lahore, plusieurs mouvements politiques et religieux conservateurs se sont engagés à soutenir les militants cachemiris, et ce alors même que le gouvernement pakistanais a promis de les empêcher de se rendre en zone indienne pour y lancer des attaques.

À TOUS LES PROPRIÉTAIRES DE VÉHICULES GM 1996 ET 1997

La plupart des véhicules GM bénéficient de la protection longue durée du Dex-Cool^{MD}, un liquide de refroidissement du moteur, reconnaissable à sa couleur orangée, conçu pour durer 5 ans ou 240 000 km. Maintenant que vous avez franchi le cap des 5 ans, il est important de le faire vidanger. Ainsi, Dex-Cool continuera à protéger votre système de refroidissement contre le gel, l'ébullition et la corrosion, et à maintenir la température de fonctionnement du moteur à un niveau sécuritaire. Les autres liquides sur le marché ne répondent pas aux normes de votre véhicule. Prenez pas de chances. Passez au Service Goodwrench de votre concessionnaire GM et roulez ensuite pendant 5 autres belles années.

La vidange du liquide de refroidissement inclut :

- Essai de pression pour déceler les fuites internes et externes
- Vidange du liquide de refroidissement
- Remplissage avec un liquide de refroidissement
- approuvé et vérification de la concentration
- Essai de pression du bouchon du radiateur
- Vérification de l'état et de la tension des courroies d'entraînement
- et des tuyaux du liquide de refroidissement
- Lavage ou nettoyage de l'extérieur du radiateur et du condensateur de climatiseur

89⁹⁵\$

Service Goodwrench
Bien fait. À temps.



1 800 463-7483

www.goodwrench.gmcanada.com

Cette offre s'applique à la plupart des voitures et camionnettes GM. Toutes taxes et droits en sus. Prix en vigueur jusqu'au 16 août 2002. Pour tous les détails voyez votre concessionnaire Goodwrench participant du Québec.

3060221A

3060221

Israël érige son mur de sécurité

Associated Press

JÉRUSALEM — Les bulldozers sont entrés en action hier, premiers préparatifs de la barrière électronique de sécurité destinée à limiter l'entrée de kamikazes palestiniens de Cisjordanie en Israël.

Pendant ce temps, l'idée lancée par Washington d'un État palestinien « provisoire », après avoir été dénoncée par les Palestiniens, est aussi critiquée par les Israéliens.

Le ministre israélien de la Défense, le travailleur Benyamin Ben-Eliezer, s'est rendu hier sur le site où doit s'élever la première section de cette barrière électronique, longue de 115 kilomètres, qui partira du carrefour de Salem, près d'Afula, dans le nord d'Israël, et ira vers le sud, jusqu'au nord-est de Tel Aviv.

Cette barrière devrait à terme s'étendre sur les 350 kilomètres séparant l'État hébreu de la Cisjordanie, suivant une partie du tracé de la Ligne verte, la frontière d'avant la guerre des Six Jours en 1967. Elle séparera l'État hébreu des villes de Jénine, Naplouse, Tulkarem et Kalkilya, principaux viviers de kamikazes, et viendra remplacer toute une série de barrières diverses

érigées au cours de l'année écoulée, sans grande efficacité. Un autre tronçon, assorti de tranchées, est déjà en construction autour de Jérusalem-Est.

« Elle a un seul et unique objectif, très clair : défendre la vie des citoyens israéliens. Chaque jour qui passe sans cette barrière risque de faire de nouvelles victimes », a déclaré Ben-Eliezer. Outre la barrière elle-même, un dispositif de patrouilles et de postes d'observation sera établi.

Cette mesure d'Ariel Sharon ne fait pas l'unanimité chez ses ministres et a fait l'objet de critiques lors du Conseil d'hier.

Certains craignent que cette barrière de sécurité présentée comme provisoire ne devienne à terme la frontière officielle entre Israël et un futur État palestinien. Les plus mécontents sont les 200 000 colons juifs vivant dans des implantations en Cisjordanie.

Sur le terrain diplomatique, l'idée lancée par Washington d'un État palestinien « provisoire » semble ne recevoir que des échos négatifs. Selon des fuites dans la presse, il s'agirait d'offrir une souveraineté limitée aux Palestiniens sur environ 40 % de la Cisjordanie et les deux tiers de la bande de Gaza.

Mais les Palestiniens estiment aberrante, au regard du droit international, la notion même d'« État provisoire », et réclamant en revanche

un calendrier précis menant à la naissance d'un État permanent.

Hier, c'est le premier ministre Ariel Sharon qui en a rejeté le principe, jugeant que la question d'un État, même provisoire, ne pourrait être débattue qu'à l'issue du processus de réformes entrepris par l'Autorité palestinienne. « J'ai fait valoir (à George Bush) qu'il n'est pas encore temps de créer un État palestinien, quelle qu'en soit la forme », a souligné Sharon, selon des propos rapportés par Gidéon Saar, secrétaire général du gouvernement. De plus, en aucun cas Israël n'acceptera le retour aux frontières de 1967. Un retour réclamé par les Palestiniens...

De plus, Ariel Sharon, qui refuse d'avoir à traiter avec Yasser Arafat, a reçu un nouveau soutien américain : le chef de la majorité démocrate du Sénat, Tom Daschle, a estimé que les Palestiniens devaient se trouver un nouveau chef pour accroître les chances de faire la paix. « Je ne crois pas que nous puissions les y forcer. Mais je crois que c'est nécessaire », a-t-il déclaré sur Fox News.

Par ailleurs, le Hamas a revendiqué l'attaque de samedi soir près de l'implantation de Dugit (nord de la bande de Gaza), qui a coûté la vie à deux soldats israéliens et un tireur palestinien. Quatre autres soldats ont été blessés dans la fusillade.

AFGHANISTAN

Débat houleux autour de la création du gouvernement

Associated Press

KABOUL — La Loya Jirga, le grand conseil traditionnel réuni depuis mardi dernier à Kaboul, peine à désigner un parlement de transition. Les débats ont été suspendus hier pour reprendre aujourd'hui, sous la houlette de Hamid Karzaï, dont l'élection à la tête du pays pour 18 mois est pour l'instant la seule réalisation concrète de cette rencontre censée définir l'avenir de l'Afghanistan.

Pour la première fois depuis des décennies, la parole se libère sous la grande tente tribale, et les Afghans voient dans cette Loya Jirga d'urgence l'émergence d'une démocratie, brute, spontanée, éruption d'expression politique et de doléances.

Les délégués dénoncent le pouvoir de l'argent et des seigneurs de la guerre, s'affrontent sur la présence du terme « islamique » dans le nom du nouveau gouvernement, évoquent la monarchie, la guerre, la famine, la reconstruction...

Une femme déléguée dépasse son temps de parole, et continue, imperturbable, alors que l'impitoyable président de séance lui a coupé son micro. « Nous avons beaucoup entendu nos dirigeants ces dernières années. Maintenant, à leur tour de nous entendre », tonne



Photo AP

Une question de procédure au sujet de la création du gouvernement de transition en Afghanistan a provoqué la colère de certains délégués de la Loya Jirga hier à Kaboul.

Sher Mohammed Bador, délégué de Kaboul.

Hier, le chaos a en tout cas marqué la tentative de désigner les députés. Tout a commencé lorsque le président de la Loya Jirga, Ismail

Qasim Yar, a demandé aux 1600 délégués de choisir entre deux modes de sélection des représentants de la future assemblée (choura) provisoire : soit deux représentants par province, idée initialement

adoptée par la commission du grand conseil traditionnel, soit un représentant pour 10 délégués de la Loya Jirga, option jamais évoquée avant hier.

Qasim Yar a alors demandé aux partisans de la première idée de se placer d'un côté de la tente, et à ceux de la seconde de se ranger de l'autre côté. Mais l'instruction donnée en dari (persan d'Afghanistan), l'une des deux langues afghanes dominantes, n'a pas été comprise par tous les délégués pachtounes... D'où la confusion sous la tente, et des Pachtounes furieux, dont plusieurs ont menacé de claquer la porte : Haji Gharoti, délégué de la province de Paktika, crie à la « trahison de la nation pachtoun ». « Depuis cinq jours on n'arrête pas de dire « s'il vous plaît, s'il vous plaît, traduisez. »

Le président de la Loya Jirga a fini par lever la séance pour la journée, laissant à Hamid Karzaï le soin de venir aujourd'hui apaiser les esprits et expliquer les enjeux de cette choura : « C'est une question d'importance nationale et nous avons besoin d'un consensus national », a déclaré Qasim Yar. « Le président viendra nous en parler. »

Selon Alexander Thier, observateur de l'International Crisis Group, cette confusion aura duré toute la semaine, l'élection de Karzaï exceptée.

CHINE

Vingt-quatre morts dans l'incendie d'un cybercafé

Associated Press

PÉKIN — Vingt-quatre personnes ont trouvé la mort et 13 autres ont été blessées hier matin dans un incendie qui a ravagé un cybercafé du quartier universitaire de Pékin, rapportent l'agence officielle Chine nouvelle et un responsable de la caserne de pompiers de la capitale chinoise joint par téléphone.

Le feu s'est déclenché vers 2h45 dans le cybercafé Lanjisu, situé dans le quartier de Haidian, dans le nord-ouest de Pékin. Les pompiers sont parvenus à venir à bout de l'incendie à 3h30, a ajouté le responsable de la caserne. Il a précisé qu'une enquête était en cours pour en déterminer les causes du sinistre.

La chaîne de télévision officielle chinoise a de son côté annoncé que 17 personnes avaient été sorties indemnes par les secouristes.

Il s'agit de l'incendie le plus meurtrier à être survenu à Pékin depuis la fondation de la République populaire en 1949. Le maire de la capitale, Liu Qi, a ordonné la fermeture de tous les cybercafés de la capitale, tandis que le gouvernement travaille à une nouvelle réglementation pour ce type d'établissement.

Le quartier d'Haidian regroupe les universités de Pékin et de Tsinghua, deux des plus prestigieuses de Chine. Ce secteur, qui compte une importante population étudiante, est le centre de l'industrie informatique et de la haute technologie chinoise.

Hier matin, la police avait bouclé les environs du café alors que les enquêteurs fouillaient les débris. Des traces de fumée pouvaient être observées autour des fenêtres aux vitres brisées.

Un voisin a raconté avoir été réveillé par des hurlements et avoir vu de la fumée qui s'échappait des fenêtres de l'établissement situé au premier étage d'un bâtiment de deux étages. Les voisins ont aidé une personne à s'échapper mais les barreaux d'acier aux fenêtres ont empêché les autres clients du café de s'enfuir, a-t-il rapporté.

Les voisins ont ensuite réussi à enlever les barreaux d'une fenêtre pour sortir plusieurs victimes. Les pompiers n'ont mis que quelques minutes à éteindre les flammes, qui semblaient concentrées près de la façade du café.

Selon des témoins, le cybercafé était ouvert 24 heures sur 24 et attirait beaucoup d'étudiants grâce à des tarifs réduits pour les connexions nocturnes. D'après plusieurs témoins, il pouvait accueillir une quarantaine de personnes.

Les cybercafés sont très populaires en Chine où l'on retrouve 33,7 millions d'internautes mais où peu de familles peuvent s'offrir un ordinateur. Les plus grands cafés, particulièrement ceux qui sont installés près des universités, comptent une centaine de terminaux.

Ce genre d'incendie mortel est fréquent en Chine, où les gérants de bars, de cinémas, de cybercafés ou autres commerces ne respectent pas toujours les règles de sécurité. Mais ils sont beaucoup moins courants dans la capitale où les contrôles sont légitimes.

En décembre 2000, 309 personnes ont été tuées dans l'incendie d'un centre commercial, la nuit de Noël, à Luoyang, dans le centre de la Chine. Les enquêteurs avaient découvert de nombreuses violations des normes de sécurité dans le bâtiment, à commencer par les sorties de secours qui étaient fermées à clé. Vingt-trois personnes ont été condamnées à des peines de prison allant jusqu'à 13 ans.

RADIO
Première Chaîne
Radio-Canada

Des îles de la Madeleine,
rencontres au soleil et
chansons dans le vent.

Chantal Jolis

En semaine
Réalisation : Joanne Bertrand
13 h 30

95.1 FM
Montréal

www.radio-canada.ca/radio

Résultats
TVA, le réseau des tirages

31 jours de Chance

Numéro complet 100 000 \$	4 derniers chiffres 100 \$
5 derniers chiffres 1 000 \$	3 derniers chiffres 30 \$
	2 derniers chiffres 20 \$

Numéro du 17 juin **616093**

2002-06-01 395843	2002-06-09 507205
2002-06-02 170244	2002-06-10 266819
2002-06-03 169095	2002-06-11 686002
2002-06-04 182662	2002-06-12 524942
2002-06-05 213683	2002-06-13 887511
2002-06-06 959450	2002-06-14 126280
2002-06-07 311138	2002-06-15 002416
2002-06-08 450997	2002-06-16 130103

(numéros décomposables)

100 000 \$ chaque jour du 1^{er} au 30 juin 2002

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de dispute entre cette liste et la liste officielle de L.Q. cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu... **MISE SUR TOI**
1 866 505-2ELIX

Forum



« Le FBI devra désormais agir à titre d'instrument de la politique étrangère des États-Unis en coordonnant ses activités avec les autres agences de sécurité nationale, tout en poursuivant son travail d'application de la loi », analysent les auteurs de ce texte.

Le « nouveau » FBI

Les agents du FBI devront se faire à l'idée que leur rôle n'est plus seulement de mener des enquêtes criminelles mais bien d'assurer la sécurité nationale

FRÉDÉRIK GAGNON
et DAVID GRONDIN

Les auteurs sont respectivement chercheur et chercheur-boursier Marc Bourgie au sein de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (www.dandurand.uqam.ca).

Le FBI (Federal Bureau of Investigation) a toujours eu pour rôle de réagir aux actes criminels commis aux États-Unis et de procéder à l'arrestation de suspects après enquête. En raison de la nouvelle priorité que représente la lutte contre le terrorisme, la réorganisation du FBI exigera un profond changement des mentalités et une modification de sa culture bureaucratique. La distinction est de moins en moins évidente entre les aspects intérieurs et extérieurs de la menace posée par le terrorisme et le crime organisé transnational, et il y a lieu d'éviter la répétition de ratés tel celui du « mémo de Phoenix ».

Les agents du FBI devront donc se faire à l'idée que leur rôle n'est plus seulement de mener des enquêtes criminelles mais bien d'assurer la sécurité nationale des États-Unis. En somme, le FBI devra désormais agir à titre d'instrument de la politique étrangère des États-Unis en coordonnant ses activités avec les autres agences de sécurité nationale, tout en poursuivant son travail d'application de la loi.

Le FBI dans tous ses états

Deux ratés du FBI avant les attentats du 11 septembre 2001 ont mené l'agence fédérale à entreprendre une importante réorganisation : le « mémo de Phoenix » et la lettre de critique de la conseillère juridique, Coleen Rowley, de Minneapolis, à l'égard de son patron, le directeur du FBI, Robert Mueller. Ces deux documents informaient le gouvernement américain de la présence aux États-Unis d'individus soupçonnés d'appartenir au réseau Al-Qaïda, qui semblaient planifier les attaques de New York et Washington. Annoncée en grande pompe aux représentants des médias par Mueller le 29 mai dernier, la réorganisation du FBI vise la prévention d'actes terroristes, qui devient ainsi sa mission principale.

L'augmentation de la portion du budget du FBI consacrée à la lutte antiterroriste a été substantielle depuis 1995, année charnière pour le rôle accru du FBI dans cette lutte. Cela faisait suite à l'attentat de 1993 contre le World Trade Center et à celui détruisant le bâtiment fédéral d'Oklahoma City, en 1995. L'impuissance du FBI devant les événements du 11 septembre vient renforcer cette tendance.

Pour l'exercice fiscal 2003, le directeur a justement demandé au Congrès d'augmenter de plus de 400 millions de dollars (sur un budget total de 4,2 milliards de dollars pour le FBI) la part allouée pour mener la lutte contre le terrorisme, mettre à jour la technologie utilisée par l'agence et assurer la sécurité des citoyens américains. Les trois autres grands objectifs de la réorganisation sont d'améliorer le recrutement, la gestion et l'entraînement de la main-d'œuvre, de collaborer avec les autres agences et d'améliorer la gestion, l'analyse et le partage d'information. Ces deux dernières composantes sont certes les plus critiques et les plus difficiles à réaliser.

Difficile de changer les mentalités

Le 11 septembre donne l'impulsion à des réformes rendues nécessaires par la nature transnationale du crime organisé et du terrorisme, d'autant plus que la population réclame des institutions publiques un travail plus efficace pour assurer sa sécurité. Les organisations comme le FBI sont toutefois réfractaires au changement, peu importe les intentions

d'innovation de leurs dirigeants. Comme toute bureaucratie, le FBI est composé d'individus cherchant à protéger à la fois leurs propres intérêts (face aux autres individus) et ceux de l'agence (face aux autres agences).

La rigidité de la culture bureaucratique se pose ainsi comme l'obstacle déterminant du succès et de la rapidité d'une réelle réorganisation. En dépit de l'optimisme véhiculé dans les discours du directeur Mueller et de sa volonté de procéder à une refonte du FBI qui soit à même de contrer immédiatement et efficacement la menace terroriste, ces efforts de réforme requerront bien plus que des augmentations budgétaires et la résolution de collaborer avec les autres agences de renseignement américaines. Changer les mentalités exige beaucoup de temps, ce que l'échéancier de la lutte contre le terrorisme n'offre pas.

En plus de montrer des réticences structurelles au changement, le FBI, comme la communauté des agences d'application de la loi dans son ensemble, n'a pas été en mesure de s'adapter correctement aux impératifs de sécurité liés à la menace criminelle ou terroriste transnationale. Son implication grandissante depuis la fin de la guerre froide dans la lutte antiterroriste est néanmoins indicatrice d'une certaine prise de conscience de l'interpénétration croissante entre sécurités intérieure et extérieure. Mais le FBI, en tant qu'agence d'application de la loi et d'investigation, n'a pas été habitué à travailler au nom de la sécurité nationale, laquelle est avant tout une mission de la politique étrangère et de défense des États-Unis.

C'est là le problème intrinsèque des agences d'application de la loi : personne ne peut être au-dessus de la loi, pas même le président. Les officiers du FBI demeurent donc toujours sceptiques face aux prescriptions d'une meilleure coordination avec les autres organisations gouvernementales, les agences de sécurité nationale nommément. Cela les mène souvent à subordonner des objectifs de politique étrangère et de sécurité nationale à leur objectif premier qui est de conduire des enquêtes pouvant mener à l'arrestation de criminels. En fait, il demeure à la discrétion des agents de transmettre ou non une information cruciale pour la sécurité nationale à la CIA (Central Intelligence Agency) ou au Conseil national de sécurité. De leur côté, ces agences n'ont pas fait mieux, protégeant elles aussi leurs intérêts et hésitant à intégrer leurs activités à celles du FBI. Cela explique entre autres pourquoi les événements du 11 septembre n'ont pu être prévus. Rien n'indique que la réorganisation du FBI comblera ces lacunes à court terme.

Mieux partager l'information

Le problème de la coordination des agences n'est pas qu'organisationnel. Il est également d'ordre technique : les bases de données ne sont pas mises en commun, l'équipement n'est pas compatible, les méthodes de traçage ne sont pas similaires. Il n'y a pas non plus de procédures standardisées au sein de la communauté d'application de la loi pour le recrutement, les règles d'engagement, la gestion des laboratoires d'analyse légale et la classification et l'utilisation des données légales. Ces failles sont connues depuis longtemps dans la communauté d'application de la loi. Plusieurs rapports en ont fait état ces dernières années. Elles nuisent à un partage d'information efficace et à une communication à la fois verticale (au sein des agences) et horizontale (entre les agences).

L'idée d'une base de données centrale accessible à toutes les agences et rassemblant l'information sur les visiteurs, les étudiants étrangers et les terroristes potentiels s'avère ainsi bienvenue. Un premier pas en ce sens a été franchi avec la mise sur pied ad hoc, en octobre 2001, de la Foreign Terrorist



Robert Mueller, directeur du FBI, a dû mener une importante réorganisation du Bureau après les attentats du 11 septembre.

Tracking Task Force, une structure visant à coordonner les efforts du FBI, du Service d'immigration (Immigration and Naturalization Service) et du Service des Douanes (Customs Service).

La création d'une autre structure, l'Office of Intelligence du FBI, sera également bénéfique à ce niveau. Elle permettra la constitution d'une capacité d'analyse stratégique et l'amélioration de la capacité de rassembler, d'analyser et de partager l'information critique sur la sécurité nationale des États-Unis.

Somme toute, il faut voir la réorganisation du FBI comme une mesure cherchant d'abord à rassurer la population américaine. Si le FBI fait désormais de la lutte antiterroriste sa mission principale, ceci représente bien plus qu'une tactique justifiant l'attribution de budgets. Le FBI n'est pas là uniquement pour exagérer les périls, le 11 septembre l'a montré. Cependant, puisqu'il est impossible de tout prévoir, de « penser l'impensable », la réorganisation du FBI sera insuffisante. Le coup de filet du FBI dans l'affaire Abdullah Al Muhajir donne l'impression que l'agence peut immédiatement remédier à la menace terroriste, mais ce n'est qu'un leurre. De nouveaux actes terroristes surviendront et ce, de façon inattendue et inconnue. Les réformes du FBI seront-elles complétées à temps ?

Forum

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
 GUY CREVIER > Président et éditeur
 MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
 PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

Terreur, propagande et vidéo



MICHÈLE OUIMET
 michèle.ouimet@lapresse.ca

Les images sont choquantes, bouleversantes. Le journaliste du *Wall Street Journal*, Daniel Pearl, parle en fixant la caméra. « Mon père est juif, ma mère est juive, je suis juif. » Quelques minutes plus tard, ses ravisseurs lui tranchent la gorge. Son crime : être juif et américain.

Le vidéo dure trois minutes. Il s'intitule : *Le massacre d'un journaliste espion, le juif Daniel Pearl*. Lorsqu'il a été kidnappé au Pakistan par des terroristes islamistes, le 23 janvier, Pearl préparait un reportage sur la filière Richard Reid, un extrémiste qui a été arrêté en décembre à bord d'un avion avec des explosifs dans ses soutes.

Un mois plus tard, les Américains recevaient la vidéo qui prouvait que Pearl était mort. Une mort barbare qui a bouleversé le monde « civilisé ».

La vidéo s'est retrouvée sur Internet. La chaîne de télévision CBS a repiqué les images et en a diffusé un extrait, une décision qui a soulevé la colère de la famille Pearl et une désapprobation quasi unanime. CBS a d'ailleurs été la seule à prendre cette décision.

Pourtant, l'extrait de 30 secondes a été soigneusement choisi et les scènes de violence expurgées. On ne voit qu'un Daniel Pearl fragile se lancer, bien malgré lui, dans un discours de propagande anti-américaine. Les ravisseurs ont superposé des images de bombes qui explosent en Afghanistan, d'enfants morts et de George Bush en train de serrer la main à Ariel Sharon.

CBS s'est justifiée. Son respecté lecteur de nouvelles, Dan Rather, a expliqué que cette décision avait fait l'objet de longues discussions. Les Américains, a conclu la chaîne, doivent comprendre le danger et l'impact d'une guerre de propagande contre les États-Unis et saisir jusqu'où l'ennemi est prêt à aller pour diffuser sa haine contre l'Amérique.

CBS a-t-elle eu raison ?

Ce n'est pas la première fois que des images flirtent avec l'insoutenable. Le monde entier a vu les monticules de cadavres qui jonchaient les camps de concentration nazis, les centaines de corps massacrés qui flottaient dans une rivière

au Rwanda, la photo de la jeune Vietnamiennne qui courait, nue, sur une route, le corps brûlé par le napalm. Jackie Kennedy a insisté pour garder sur elle sa robe tachée du sang de son mari qui venait d'être abattu parce qu'elle voulait que les « gens voient ce qu'ils ont fait ».

Dans le documentaire 9-11 qui retrace, heure après heure, la tragédie du 11 septembre, on voit des pompiers au rez-de-chaussée d'une tour en feu du World Trade Center. À intervalles réguliers, on entend un bang étouffé. L'espace d'une seconde, tout le monde arrête de parler. C'est le corps d'une personne qui s'écrase au sol après s'être jetée en bas d'une fenêtre.

Plus près de nous, la photo d'une jeune fille morte, assise sur une chaise à l'école Polytechnique, résume, à elle seule, toute l'horreur de ce massacre absurde.

Même si ces images font davantage appel à l'émotion qu'à la raison, elles sont terriblement efficaces. Elles dénoncent, en un coup d'oeil, les atrocités de la guerre, la folie meurtrière d'un homme, les lubies destructrices d'un dictateur.

Mais revenons à Daniel Pearl. Pourquoi ne pas diffuser la vidéo, histoire de bien souligner le combat barbare des terroristes ? Parce qu'il montre un assassinat. C'est un meurtre en direct et rien ne justifie sa diffusion.

Dans la plupart des images choc qui ont été diffusées, on ne montre pas l'acte mais ses conséquences : des champs de cadavres, un enfant en fuite, une jeune femme morte affaissée sur une chaise. On ne voit pas les gens mourir dans les chambres à gaz ni des innocents se faire massacrer dans les rizières du Cambodge.

Mais CBS a eu raison de diffuser un extrait non violent où un Pearl pathétique essaie de sauver sa peau en récitant de la propagande anti-américaine. On connaît la suite tragique, inutile de diffuser les images, elles n'informent pas.

CBS a-t-elle joué le jeu des terroristes, comme le prétend le secrétaire d'État américain, Colin Powell, qui s'est vigoureusement opposé à toute diffusion ? Non. Ce n'est pas la propagande qui est insoutenable ni la peur de Pearl, mais plutôt le meurtre gratuit qui, lui, a été censuré.

En fait, la question serait plutôt : pourquoi ne pas montrer l'extrait de la « confession » de Pearl qui est bien plus efficace que n'importe quel discours sur les dangers du terrorisme ?

LA BOÎTE AUX LETTRES

Économie 101

JE PASSE sur les Plaines d'Abraham tous les matins, derrière l'édifice H. Cette semaine, des ouvriers s'affairaient à construire une scène pour le Grand rire Bleue. Au début de la semaine prochaine, ces mêmes ouvriers viendront la démonter.

Tout de suite après, une autre équipe viendra construire une nouvelle scène de la même taille et presque au même endroit pour la Fête nationale des Québécois. Ils viendront ensuite la démonter.

Une autre équipe arrivera (peut-être les mêmes que pour le Grand rire Bleue) y monter une nouvelle scène pour le spectacle de la Confédération, à peu près au même endroit. Ils viendront la démonter tout de suite après.

Enfin, une nouvelle équipe (peut-être les mêmes qu'à la Fête nationale des Québécois) viendra monter une autre scène, un peu plus grande je crois, pour le Festival d'été. Et la démonter ensuite.

Tout ça avec des fonds publics. Quel gaspillage éhonté et en plein jour. Sommes-nous vraiment fier de créer ainsi autant d'emplois dans les industries culturelles à Québec ? John Maynard Keynes avait bien raison : on peut créer de l'activité économique et creuser des trous dans le sol, en les remplissant, et ainsi de suite. On le prouve à Québec à chaque année !

SYLVAIN MÉLANÇON
 Québec

Montréal, berceau officiel du hockey

Mme Stella Guy,
 directrice du Sports, Loisirs et Développement social,

Ville de Montréal,

LES MÉDIAS ont rapporté récemment la publication d'une recherche de divers historiens confirmant que, selon les meilleures connaissances disponibles, Montréal est bel et bien le lieu de naissance du hockey. Pourtant, à ce que je sache, rien en ville ne souligne ce haut fait d'armes. Au contraire, pendant que Montréal reste silencieuse, d'autres villes canadiennes revendiquent à renforts de musées et de panneaux le même exploit, donnant ainsi l'impression à leurs citoyens et visiteurs qu'ils ont donné naissance à notre sport national.

Je sais bien qu'il y a d'autres priorités en ce moment à la Ville, mais je me soucie du fait qu'à laisser d'autres clamer avec force ce qui nous appartient, un élément distinctif de notre passé soit relégué à l'oubli.

Il m'apparaîtrait donc pertinent que, par exemple, une petite cérémonie soit éventuellement organisée au cours de laquelle le maire et les dirigeants du hockey professionnel et amateur de Montréal et du Québec dévoileraient une plaque indiquant que Montréal est, incontestablement et pour toujours, le berceau officiel de ce grand sport.

YVAN CLICHE
 Montréal

[cyberpresse.ca](http://www.cyberpresse.ca) D'autres lettres dans notre forum interactif : www.cyberpresse.ca/lettres

Vous voulez nous écrire ?
forum@lapresse.ca



Patrick Dea, collaboration spéciale

Droits réservés

DIALOGUE

À cause des femmes!

M. Pratte,

J'AI LU avec plaisir votre éditorial intitulé « Trop et pas assez » (*La Presse*, 9 juin) portant sur la pénurie de médecins au Canada.

Un des facteurs que vous mentionnez et je vous cite : « La féminisation rapide du corps médical a beaucoup joué, parce que les femmes consacrent moins d'heures à leur profession » est à exploiter dans la recherche de solutions.

Ce n'est qu'un des facteurs, mais il est très important. Enfin quelqu'un qui ose mentionner cette vérité. Cela mérite que quelqu'un s'y attarde pour renseigner le public sur ce fait. Ce ne sera sûrement pas un homme politique qui sera assez hardi pour parler des conséquences de la féminisation du corps médical. Il faut trouver un ou une journaliste assez brave pour le faire.

Des médecins en parlent sous le couvert de l'anonymat. Quand les soins étaient assurés en majorité par des hommes qui ne comptaient pas leurs heures de travail, nous n'avions pas ces situations dramatiques dont on nous parle maintenant à chaque jour.

Loin de moi l'idée d'avancer que des femmes médecin ne font pas un bon travail professionnel, mais il faudrait connaître le nombre d'heures de service qu'elles assurent comparativement à leurs confrères. Maintenant que le corps médical est composé majoritairement de femmes, peuvent-elles assumer une part de la responsabilité de l'échec des services de santé ou s'il faut continuer à noyer l'importance du facteur

ci-haut mentionné en ne parlant que de la profession dans son ensemble, hommes et femmes confondus ?

G. TRAVERSY
 Rosemère

Une médecine plus humaine

Monsieur,

VOUS m'attribuez un courage que je n'ai pas en me faisant dire quelque chose que je n'ai pas dit. Je ne condamne certainement pas la féminisation du corps médical, ni le fait que les femmes, pour toutes sortes de raisons, travaillent en moyenne moins d'heures que les hommes. La féminisation du corps médical est un fait, un juste retour des choses, pas un problème.

Les médecins qui « en parlent sous le couvert de l'anonymat », mentionnent-ils aussi que s'ils ont pu travailler de si longues heures, c'est parce que leur conjointe s'occupe des enfants, des devoirs, du ménage et de la cuisine ?

Tout indique, par ailleurs, que les jeunes hommes qui pratiquent la médecine aujourd'hui choisissent aussi de travailler un peu moins d'heures, dans l'espoir de mener une vie plus équilibrée.

Si elle parvient à s'ajuster à cette nouvelle réalité, la société ne s'en portera que mieux. Des médecins qui ne sont pas « travaillomanes » feront peut-être des médecins plus humains.

André Pratte

Responsabilité familiale

Mme Gagnon,

J'AI LU votre article du 10 juin sur les centres d'hébergement pour personnes âgées et je vous félicite d'aborder ce sujet. Je suis gênée de vivre dans une société où l'on planque ses vieux dans des mouchoirs. J'arrive d'Italie : les foyers pour les vieux n'existent pas, et pourtant les femmes travaillent aussi. Les jeunes prennent soin des vieux. Serait-ce catastrophique si, au Québec, les jeunes avaient une partie de baseball de moins par semaine et s'occupaient un peu de leurs grands-parents ? Les garderies en bas âge n'existent pas non plus en Italie : les vieux prennent soin des jeunes. C'est la même chose dans la société japonaise. Quand parlera-t-on de la responsabilité des familles ?

GINETTE HÉBERT

Manque de courage ?

Mme Gagnon,

QUAND DONC un éditorialiste de *La Presse* aura-t-il le courage de dénoncer le déséquilibre fiscal en faveur d'Ottawa, ce qui nous permettrait peut-être de recevoir et d'investir l'argent requis pour régler le problème très important des centres d'hébergement dont vous faites mention dans votre éditorial.

GÉRARD DULAC

Un soutien essentiel

M. Dulac, SI VOUS lisez régulièrement la page éditoriale de *La Presse*, vous constateriez que nous avons plusieurs fois pris position, et très fermement, pour dénoncer ce

déséquilibre fiscal. Ottawa devrait donner plus d'argent aux provinces mais, en attendant, ce sont elles qui sont chargées de gérer le quotidien des soins de santé et de choisir leurs priorités.

Quant aux commentaires de Mme Hébert, je les partage jusqu'à un certain point. Il est vrai que nous aurions avantage à nous inspirer du respect qu'entretiennent certaines cultures pour leurs gens âgés. Mais nous vivons dans une société où les deux membres du couple doivent souvent travailler pour arriver à joindre les deux bouts : on évoque souvent les malheurs de cette « génération sandwich », coincée entre ses jeunes enfants et ses vieux parents. Au-delà des efforts que chacun doit consentir, le soutien de l'État me semble essentiel pour ne pas mener tout le monde à l'épuisement.

Katia Gagnon

Le fort est déserté

Mme Ouimet,

À L'ÉCOLE où j'enseigne, il n'y a pas la moitié des élèves qui se présentent à mes cours depuis une bonne semaine et demie. On y étudie, entre autres, la psychologie des rapports humains. Ils devaient assister aux cours pour avoir leurs points. Mais, ils s'en foutent éperdument. Seuls comptent les examens de fin d'année du MEQ. Comme au hockey, on travaille seulement durant les éliminatoires. Vous avez visé drôlement juste dans votre article. À Sophie

Barat, qui a une réputation surfaite, les enfants-rois se croient tout permis. Est-ce normal qu'on ignore la gravité d'une insolence d'un grand tata de cinquième secondaire qui ose appeler la remplaçante « chaton » ? À quoi rime ces incessants perfectionnements de la direction quand il y a des moments où leur PRÉSENCE à l'école est INDISPENSABLE. Le fort est déserté, le *Titanic* n'a plus de commandant à sa proue.

LUC LEPAGE

Personne ne va pleurer

AVEC LA réforme, la formation personnelle et sociale — un cours pour bien-pensants aussi inutile qu'un encombrant — sera éliminée. Personne ne va pleurer sa disparition. Par contre, les comportements insolents des jeunes ne disparaîtront pas par magie.

Michèle Ouimet

Forum

LA BOÎTE AUX LETTRES

Le défilé de la Saint-Jean : et si on s'était trompé...

DEPUIS QUELQUES années, l'un des événements majeurs entourant les festivités de la Saint-Jean à Montréal a subi de profondes mutations. Le défilé, qui se déployait traditionnellement sur la rue Sherbrooke, en début d'après-midi, préfère désormais le Vieux-Montréal et ne se met en branle qu'à la tombée de la nuit.

Il nous a été ainsi possible d'admirer cette magie nouvelle, ces effets de sons et de lumières savamment élaborés, ces prouesses technologiques dignes des meilleurs spectacles. Assurément cela mériterait un grand bravo... si en définitive nous n'avions pas perdu au change.

Il y a quelques années à peine, des centaines de milliers de personnes envahissaient l'une des plus belles et des plus prestigieuses artères de la ville, la rue Sherbrooke, pour y célébrer durant des heures l'hymne à la fierté, la joie d'être ensemble. Il y avait là des enfants, des gens âgés, des familles complètes venus pour voir, venus pour se voir.

Fallait-il à ce point tout bousiller ? Désormais un défilé de nuit, ça ne s'encombre plus des petits qu'on laisse au lit, et encore moins de ces personnes devenues un peu trop fatiguées par les ans pour se payer une escapade nocturne dans le Vieux-Montréal.

MAURICE BOURASSA

Laval

Les péchés de l'Église ?

UN QUOTIDIEN titrait récemment un article ainsi : « Les péchés de l'Église ». Pour qui aime l'Église de Jésus-Christ, ce titre a quelque chose de blessant et surtout d'inexact. Bien sûr, l'Église est affectée par les scandales de certains de ses prêtres. Avec raison, j'en sais quelque chose. J'ai été une victime d'un de ceux-ci dans mon enfance, et cela pendant quelques années. À cette époque, on ne parlait pas du tout de ces « choses-là ».

Cet homme — volontairement, je ne dis pas ce prêtre — est maintenant décédé. Son vice n'avait rien à voir avec le sacerdoce. Ce fait était connu de quelques intimes. J'ai refusé de généraliser. J'ai connu plusieurs bons prêtres, évidemment imparfaits, comme nous tous d'ailleurs. De cas isolés on fait la norme. Alors les prêtres sont tous des vicieux et l'Église est une grande pécheresse. Mais ce sont des hommes dans l'Église dont il s'agit, pas de l'Église elle-même.

Nous, c'est à Jésus-Christ que nous croyons. C'est son message que nous écoutons. C'est à son appel que nous répondons, avec ce que nous avons de bons et de moins bons. Et c'est cette Église qui est la nôtre.

BENOÎT DESCÔTEAUX

Sherbrooke

La déresponsabilisation

JE SUIS UNE directrice d'école du primaire à la retraite. J'ai eu l'avantage de travailler quelques années dans un milieu très défavorisé de Montréal et je me suis penchée sur le vaste problème de la pauvreté et la violence familiale. Permettez-moi d'apporter une opinion tout-à-fait discordante sur les boîtes à lunch et aussi sur les déjeuners servis à l'école, le matin.

Tout a commencé par ces petits-déjeuners gratuits. Rien de tel pour déresponsabiliser les mamans. Avez-vous déjà pensé à ceci : une maman qui ne travaille pas n'a rien de mieux à faire le matin que de rester au lit. Si en plus, elle n'a pas à donner le petit-déjeuner à ses petits, quelle aubaine !

On aurait mieux placé l'argent de ces projets à donner à ces mamans des informations concrètes sur la façon d'alimenter sainement les enfants à peu de frais. Nous voilà aujourd'hui à fournir 16 000 lunchs, demain ce pourrait être 35 000 repas-souper...

FRANCINE CASTONGUAY

Les Éboulements

Opium du peuple

SAVIEZ-VOUS que Loto-Québec, Société d'État quelque peu échaudée dans le film *Jeu d'enfant*, engrange des revenus annuels de plus de trois milliards de dollars ? Cette somme énorme, nous apprend le documentaire, provient en partie des espoirs de richesse des enfants et des adolescents québécois. Se pourrait-il que notre société, dès son plus jeune âge, succombe à ces opiums de masses que sont les jeux de hasards ? Dans ce cas, on peut se demander les raisons qui motivent la nouvelle vague de parieurs.

Après tout, les rêves futiles vendus par Loto-Québec s'adressent d'abord à ceux qui craignent de ne jamais accéder à un niveau de vie supérieur. Il est donc impératif de se rappeler, ne serait-ce que pour la pérennité de la génération montante, que notre véritable richesse est collective, sociale et qu'elle ne s'achète pas au dépanneur...

ALEXANDRE SHIELDS

étudiant en journalisme à l'UQAM

Écrivez-nous

La Presse reçoit avec plaisir le courrier de ses lecteurs. Compte tenu du grand nombre de lettres que nous recevons, il nous faut privilégier les textes courts (moins de 200 mots). De plus, nous nous réservons le droit d'élaguer tout texte que nous publions. Le courrier électronique est le moyen le plus simple de nous joindre : forum@lapresse.ca. On peut aussi utiliser la poste conventionnelle : Forum, La Presse, 7 rue St-Jacques, Montréal, Québec H2Y 1K9. Enfin, nos lecteurs peuvent consulter notre Boîte aux lettres interactive, à www.cyberpresse.ca/lettres.



Il faut s'armer de courage et souvent de patience afin de se dénicher un nouveau logement.

En attendant, on fait quoi ?

MARIE-JOSÉ RENAUD
L'auteure habite Saint-Léonard.



Cher Monsieur Prescott, COMME C'EST facile pour vous de suggérer aux familles d'héberger les gens.

Voici ma situation. Depuis l'année dernière, nous vivons à trois personnes dans un trois pièces. UNE chambre, UN salon, UNE cuisine. N'ayant pas réussi à nous trouver un logement, mon frère et moi avons dû nous résigner à aller vivre avec notre mère dans son trois pièces. Nous avons mis nos meubles en entrepôt mais au mois d'avril,

n'ayant plus les moyens de payer ces frais et ne voyant pas de fin, nous avons été obligés de nous en défaire. À présent il ne nous reste que nos effets personnels. Trois pièces c'est beaucoup trop petit pour trois personnes. Ma mère a un oiseau et nous avons deux chats. La propriétaire se plaint de notre présence, de celle de nos chats, de nos boîtes, etc. Ne lui demandez pas de faire preuve de tolérance, elle voulait comme locataire une dame âgée, seule et sans famille ; elle a eu trois adultes à la place, imaginez sa déception et sa rage. Nos finances se sont beaucoup détériorées depuis 2001. À deux, mon frère et moi, nous recevons environ 750 \$ par mois et ma mère n'a que sa petite pension de vieillesse. Même s'il y avait des logements dis-

ponibles, nous ne pourrions pas nous en payer un. La liste des HLM est tellement longue que nous en avons pour des années à attendre. Alors, quand je lis que vous suggérez aux gens de prendre leurs familles en charge, je me demande si vous savez de quoi vous parlez. Non mais, sur quelle planète vivez-vous M. Prescott ? Ce ne sont pas toutes les familles qui sont propriétaires ou qui ont des logements assez grands pour accueillir les leurs. Combien de temps allons-nous devoir endurer une situation sans issue ? Un an ? Deux ans ? En attendant, que fait-on ? Que peut-on faire ? La tension est insoutenable. Il ne se passe pas une semaine sans que la propriétaire ne trouve quelque chose à nous reprocher. Ya-t-il une porte de sortie quelque part ?

Une autre taxe déguisée

ROLLAND DAGENAIS
L'auteur habite à Brossard.

C'EST BIEN connu, le PQ déborde d'imagination pour inventer de nouvelles taxes. C'est ainsi qu'en 2003, faisant appel au sens civique des citoyens en matière d'environnement, chaque propriétaire de véhicule immatriculé au Québec devra obligatoirement faire inspecter le système antipollution de son véhicule moyennant la somme de 45 \$.

Pour appuyer son action, le PQ utilise le contenu d'un mémoire de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) intitulé « Un air d'avenir » et qui fait état de la situation constatée au Québec en matière de pollution dans le parc automobile. Ce rapport fait aussi ressortir que 16 % des véhicules légers et 13 % des véhicules lourds présentaient des anomalies en matière de pollution de l'air, selon une étude de l'AQLPA.

En 1999, il y avait au Québec 4 054 386 véhicules immatriculés au Québec (excluant les véhicules hors réseau). Cette nouvelle mesure du PQ coûtera donc aux automobilistes la somme d'environ 182,5 millions de \$ par année. À ce montant, il faut évidemment ajouter les taxes (TPS et TVQ) pour un montant de 27,5 millions de \$ et un grand total de près de 210 millions de \$, le tout récurrent évidemment. Toutefois prenant pour acquis que 75 % des véhicules immatriculés ne présente pas d'anomalies, les propriétaires de ces derniers véhicules devront déboursier quand même une somme d'environ 157 millions de \$ absolument pour rien.

Courage politique

Pour être logique avec son discours en matière d'environnement (pollueur-payeur), le PQ aurait du avoir le courage politique de décréter que seuls les proprié-



Dès 2003, chaque propriétaire de véhicule immatriculé au Québec devra obligatoirement faire inspecter le système antipollution de son véhicule moyennant la somme de 45 \$.

naires de véhicules trouvés fautifs, lors de la vérification, auraient à acquitter le montant de 45 \$. Mais c'est tellement plus simple et surtout plus avantageux, en terme d'argent de faire payer tout le monde.

Et comme pour se donner bonne conscience ou pour justifier cette nouvelle agression envers les automobilistes, le PQ invoque le fait que plusieurs provinces canadiennes ou États américains imposent déjà une telle mesure. Fort bien, mais le PQ oublie du même souffle de nous dire que le taux de taxation de ces citoyens est, et de beaucoup, inférieur à celui observé ici. Mais ça, le PQ s'en fiche complètement.

Enfin, en consultant la « liste des parte-

naires » du rapport de l'AQLPA, il est bien clair que le seul vrai bénéficiaire de cette nouvelle taxe déguisée sera l'industrie automobile et non l'environnement. Pour un gouvernement qui se targue de vouloir protéger l'environnement d'offrir à l'industrie automobile, considérée comme l'industrie la plus polluante au monde, un cadeau de 182,5 millions de \$ par année est tout simplement indécent. Quant aux gouvernements avec un nouveau revenu de 27,5 millions en taxes par année, c'est le bonheur total.

Mais comme le dit souvent Bernard Landry, c'est le prix à payer pour affirmer notre différence au Québec.

STM : parlons de service à la clientèle

L. LEFEBVRE
L'auteur habite à Montréal.

SELON LA PRESSE, la fraude coûte 20 millions par an à la STM. Mais pourquoi attribue-t-on cette fraude aux consommateurs uniquement ? Combien de fois ai-je voulu me procurer la carte de métro/autobus mensuelle (CAM) aux stations Sherbrooke et Lucien L'Allier, entre 17h et 18h, pour me faire dire que je pouvais passer sans payer et acheter ma carte à la prochaine station (car l'employé était en train de faire le compte de sa caisse).

Cette situation s'étant répétée plusieurs fois (sans compter les fois où il n'y a personne au kiosque et alors que le tourniquet est ouvert à toutes et à tous) et qu'il est impossible pour un passager de faire part de cette situation à la STM en poste, je profite de cet article pour vous faire part de ce que vit au quotidien le passager que je suis et de l'attitude condescendante des employés de la STM.

Par exemple, je veux acheter la passe CAM mensuelle pour la X^{ème} fois à la station Sherbrooke : évidemment j'ai droit à l'excuse

de la caisse etc., alors je dis à l'employé : « C'est curieux à chaque fois que je veux acheter la CAM vous faites la caisse » pour me faire répondre : « Ben oui on vous attendait ! »

Autres fraudes

Autres fraudes à l'interne : quand un autobus est stationné à l'arrêt avec les portes ouvertes et le chauffeur absent (No 144, station Atwater) les passagers entrent allègrement sans payer. Sans parler des fois où le chauffeur ouvre les portes situées à l'arrière de l'autobus pour laisser entrer les passagers sans payer.

Je pense que l'attitude des employés de la STM vis-à-vis le public est à travailler un petit peu. Peut-être que la fraude dont vous parlez pourrait être aussi en partie le fruit de leur attitude. Il y a un dicton qui dit que « l'on récolte ce que l'on sème ». On se demande des fois si les gens qui travaillent pour la STM aiment le monde, s'ils aiment leur travail, pourquoi ont-ils toujours l'air de nous cracher dessus ?

Bref, avant de parler de fraude, parlons de service à la clientèle. Je n'aime pas cette façon de justifier une hausse tarifaire « dans l'air » en mettant l'accent sur la fraude du client. C'est trop facile !